



**Tebboune préside
une réunion du Haut
conseil de sécurité** P.3



TRANSPORTS

Reprise progressive

Lire l'article de M. Aziza page 3

ALGÉRIE POSTE
**La restructuration
au menu** P.4



**CAN-2025 : AUJOURD'HUI À 17H00 :
ALGÉRIE-NIGÉRIA**
**Un choc au sommet
pour une place
au carré d'as**

Lire l'article de M. Zeggai page 8



SANTÉ
**Un programme pour
réduire les pannes
des équipements**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4

Ghaza
L'entité sioniste cible
de nouveau les déplacés

Mohamed Mehdi

Vendredi, 92^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de transgresser, uni latéralement, l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 960 violations du cessez-le-feu, et de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

La journée de jeudi a été marquée par un quasi retour des bombardements israéliens contre des tentes de personnes déplacées de Ghaza, faisant au moins 14 martyrs et des dizaines de blessés. Encore une fois, les Etats-Unis, l'Europe et les pays médiateurs (Qatar, Egypte, Turquie) intermédiaires lors des négociations et garants de l'accord de cessez-le-feu du 10 octobre 2025, ont brillé par leur silence devant ces attaques barbares contre les civils. Dans son dernier rapport statistique, publié vendredi, le ministère de la Santé a fait état de 31 victimes, dont 14 martyrs et 17 blessés, lors des précédentes 24h (jeudi). Le bilan des victimes depuis l'accord de cessez-le-feu du 1 octobre 2025 au jeudi 8 janvier 2026 passe à 439 martyrs, 1.223 blessés et 688 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide. Quant au bilan cumulatif des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, il passe à 71.409 martyrs et 171.304 blessés. Les bombardements israéliens de jeudi ont fait au moins 14 martyrs, dont 5 enfants, selon des sources médicales citées par Al Jazeera. Parmi ces attaques meurtrières, l'armée génocidaire d'Israël a bombardé des tentes de personnes déplacées, dans la zone d'al-Mawasi, au sud de Ghaza, faisant au moins 4 martyrs, ont indiqué les mêmes sources. Une autre frappe israélienne a visé, le jour même, le quartier Al-Zeitoun, dans la ville de Ghaza, a également fait 4 martyrs. D'autres bombardements ont ciblé les zones des camps d'Al-Bureij et de Nuseirat, dans le centre de l'enclave.

Par ailleurs, des tirs israéliens ont tué la petite Hamssa Housou, une fillette de 11 ans qui rêvait de devenir médecin, dans le quartier de Jabalia, au nord de Ghaza. Dans un témoignage diffusé par Al Jazeera English (AJE), l'oncle de la défunte affirme que vers 5h30 du matin, l'armée israélienne a tiré deux obus sur la zone où se réfugie la famille Housou. La petite Hamssa « a été touchée à la tête par un éclat d'obus », précise l'oncle. Khamis Housou a déclaré devant la caméra d'Al Jazeera avoir été réveillé par des cris provenant de l'immeuble familial. « J'ai vu Hamssa étendue sur le sol, du sang coulant de son nez et de sa bouche », a-t-il

témoigné. Les tirs d'armes automatiques « n'ont pas cessé pendant au moins 10 minutes », a-t-il poursuivi.

BLOCAGE DE L'AIDE
HUMANITAIRE:
LA LENTE AGONIE DE GHAZA

Sur le plan humanitaire, la bande de Ghaza continue de subir un véritable génocide, en raison du non respect par l'occupation sioniste de ses obligations stipulées dans l'accord de cessez-le-feu et dans le protocole humanitaire. Dans un communiqué publié hier, le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza rappelle, encore une fois, que l'occupation « ne respecte pas les quantités minimales de l'aide humanitaire convenue », puisque « seuls 23.019 camions, sur les 54.000 prévus, sont entrés durant 90 jours, avec une moyenne quotidienne de seulement 255 camions sur 600 prévus par jour (43 %) ». Ces restrictions entraînent « la persistance de graves pénuries de nourriture, de médicaments, d'eau et de carburant », « aggravant la crise humanitaire déjà catastrophique dans la bande de Ghaza », ajoute le communiqué, relevant que les denrées alimentaires dont l'occupation permet l'entrée sont « pour la plupart à faible valeurs nutritionnelles », ce qui confirme que « l'occupation poursuit délibérément sa politique d'ingénierie systématique de la famine et de la soif ».

En outre, ajoute le Bureau des médias, sur environ 4.500 camions de carburants prévus dans le cadre de l'accord, Israël n'en a permis l'entrée, au cours de la même période, que 539 camions, soit « une moyenne de 5 camions par jour sur 50 camions convenus », ce qui « maintient les hôpitaux, les boulangeries et les stations d'eau et d'assainissement dans un état de quasi paralysie et double les souffrances de la population civile ».

Concernant la question de l'hébergement des dizaines de milliers de familles de déplacées dont les maisons ont été démolies durant la guerre génocidaire, l'entité sioniste continue de « fermer les points de passage et d'empêcher l'entrée des mobile homes, des caravanes et des matériaux d'abris tels que les tentes et les auvents en plastique », ajoute le Bureau des médias. Le communiqué indique, à ce propos, que depuis le début de l'hiver, plus de « 50 maisons et bâtiments qui avaient été précédemment endommagés et bombardés, se sont effondrées » en raison des fortes pluies, « entraînant la mort et les blessures de dizaines de citoyens ». « De nombreux décès ont également été enregistrés en raison du froid extrême à l'intérieur des tentes des déplacés, à un moment où plus de 127.000 tentes n'étaient plus aptes à assurer la protection minimale à plus de 1,5 million de personnes », ajoute le document.

Visite d'un responsable sioniste au Somaliland
Les ministres des Affaires étrangères
de 22 pays arabes et musulmans condamnent

Les ministres des Affaires étrangères de 22 pays arabes et musulmans, dont l'Algérie, ont "fermement" condamné la récente visite effectuée par un responsable sioniste dans le territoire du Somaliland, en République fédérale de Somalie, en violation flagrante de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République fédérale de Somalie.

Dans un communiqué conjoint, les ministres des Affaires étrangères de ces pays ont réaffirmé leur "soutien indéfectible à la souveraineté de la République fédérale de Somalie, à son unité et à son intégrité territoriale", soulignant que "l'encouragement des agendas sécession-

nistes est inacceptable et risque d'exacerber les tensions dans une région déjà fragilisée".

Les MAE de ces pays ont mis l'accent sur le fait que "le respect du droit international, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains et l'adhésion aux normes diplomatiques sont essentiels pour la stabilité régionale et internationale".

Saluant "l'adhésion de la République fédérale de Somalie à l'engagement international pacifique, à la diplomatie constructive et au respect du droit international", ils ont exprimé "leur engagement à continuer de soutenir les mesures diplomatiques et juridiques prises par la So-

malie pour préserver sa souveraineté, son intégrité territoriale et sa stabilité, conformément au droit international".

Ces pays ont souligné l'impératif pour l'entité sioniste de respecter pleinement la souveraineté, l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Somalie, et d'honorer ses obligations, conformément au droit international, appelant à la révocation immédiate de la reconnaissance du "Somaliland" par l'entité sioniste.

Outre l'Algérie, ont signé ce communiqué les ministres des Affaires étrangères du Bangladesh, des Iles Comores, de Djibouti, d'Egypte, de Gambie, d'Indonésie, d'Iran, de Jordanie, du

Koweït, de Libye, des Maldives, du Nigeria, du Sultanat d'Oman, du Pakistan, de Palestine, du Qatar, d'Arabie saoudite, de Somalie, du Soudan, de Turquie et du Yémen, ainsi que l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Les ministres des Affaires étrangères (MAE) de 21 pays arabes et musulmans, dont l'Algérie, avaient exprimé dernièrement leur rejet catégorique de la déclaration de l'entité sioniste reconnaissant la région du "Somaliland" comme Etat indépendant, condamnant fermement cette reconnaissance en violation flagrante des règles du droit international et de la Charte des Nations Unies.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Hégémonie
américaine,
recomposition
autoritaire
de l'ordre mondial

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont construit un système d'hégémonie globale reposant sur trois piliers complémentaires : la puissance militaire, la domination financière et monétaire, et une capacité d'influence idéologique sans équivalent. Cette hégémonie ne s'est jamais exercée de manière neutre ; elle a constamment cherché à façonner le monde selon les intérêts stratégiques de Washington, souvent au détriment de la souveraineté des peuples et du droit international.

Ce qui distingue l'ère contemporaine et plus particulièrement la période marquée par Donald Trump n'est pas tant la nature de cette domination que sa brutalisation, sa perte de retenue et son glissement vers une logique ouvertement prédatrice.

Trump n'a pas inventé l'interventionnisme américain. Il en a levé les derniers masques. Là où les administrations précédentes enveloppaient leurs actions d'un discours sur la démocratie, les droits humains ou la « responsabilité de protéger », le trumpisme assume une vision du monde fondée sur le rapport de force nu, le chantage économique, la menace militaire et l'élimination politique des dirigeants jugés indociles. Dans cette logique, l'existence même de gouvernements indépendants devient un problème à résoudre.

L'Amérique latine occupe une place centrale dans cette stratégie. Historiquement considérée comme une zone d'influence exclusive depuis la doctrine Monroe, elle reste, aux yeux de Washington, un espace à discipliner. Les dirigeants comme Gustavo Petro en Colombie, Lula da Silva au Brésil, Daniel Ortega au Nicaragua ou Claudia Sheinbaum au Mexique incarnent une remise en cause de l'ordre néolibéral imposé, ainsi qu'une volonté de diversification géopolitique à travers les BRICS. Or, pour l'hégémonie américaine, toute tentative d'émancipation stratégique constitue une menace existentielle.

La rupture avec les BRICS n'est pas un détail : elle touche au cœur de la crise actuelle de l'ordre mondial. L'émergence de pôles alternatifs remet en question la domination du dollar, la suprématie des institutions financières occidentales et la capacité des États-Unis à dicter seuls les règles du jeu. Dès lors, empêcher l'industrialisation autonome de ces pays, maintenir une dépendance structurelle à une main-d'œuvre bon marché et transformer des nations entières en espaces d'extraction de valeur devient un objectif stratégique. La « nouvelle colonie » n'a plus besoin d'administrateurs coloniaux visibles ; elle fonctionne par la dette, la coercition politique et l'instabilité permanente.

La Colombie illustre de manière particulièrement révélatrice cette dérive. Longtemps

présentée comme un allié modèle, elle est devenue un pivot militaire régional avec ses bases américaines, ses élites oligarchiques alignées et son rôle de verrou géopolitique. L'arrivée de Gustavo Petro a fissuré cet édifice. La réaction menaces, accusations

instrumentalisées, pressions sécuritaires révèle une incapacité à accepter la souveraineté populaire. Lorsque la lutte antidrogue sert de prétexte à des assassinats extrajudiciaires, à des tentatives de déstabilisation ou à des scénarios d'invasion, ce n'est plus de sécurité qu'il s'agit, mais d'une pratique impériale assumée, en violation flagrante du droit international.

Cette logique de domination trouve un écho inquiétant dans l'alliance idéologique et stratégique avec le sionisme politique le plus radical. Le soutien inconditionnel à Israël, quelles que soient les violations du droit humanitaire à Ghaza ou au Liban, s'inscrit dans une même vision du monde : celle où la force prime sur le droit, où l'ennemi est déshumanisé, et où toute résistance est assimilée à une menace existentielle justifiant l'anéantissement. Ce n'est pas un hasard si les mêmes mécanismes colonisation, apartheid, punition collective se répètent sous différentes latitudes.

Le danger ne réside pas uniquement dans les actions elles-mêmes, mais dans leur normalisation. Le silence européen, souvent justifié par l'alignement stratégique ou la peur de l'isolement, participe de cette dérive. En se taisant face aux massacres, aux menaces contre l'Iran, à la prédation en Afrique centrale ou aux tentatives de mise sous tutelle de l'Amérique latine, l'Europe abdique toute prétention morale et contribue à la consolidation d'un ordre mondial autoritaire.

Ce qui se dessine alors n'est pas une simple succession de crises régionales, mais une trajectoire globale vers un fascisme mondialisé, où la loi du plus fort s'impose comme norme, et où la guerre devient un outil banal de gestion du monde.

Trump, dans cette perspective, n'est pas une anomalie, mais un symptôme aggravé d'un système en fin de cycle, incapable de se reformer autrement que par la violence.

Pourtant, cette trajectoire n'est pas inéluctable. L'histoire montre que les hégémonies tombent lorsqu'elles ne parviennent plus à convaincre, lorsqu'elles ne savent plus qu'imposer. Arrêter cette fuite en avant suppose une prise de conscience globale, un effort réel pour comprendre les liens entre ces conflits, et une mobilisation transnationale en faveur de la paix, de la souveraineté et du droit.

Cela exige de sortir de l'indifférence, maintenant, avant que la brutalité ne devienne l'unique langage du monde.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr
Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE				
«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz				

Transports
 Reprise
 progressive

La rencontre ayant réuni les syndicats du secteur du transport de voyageurs et de marchandises avec le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, jeudi dernier, a permis de dissiper les inquiétudes suscitées par le nouveau projet de code de la route.

M. Aziza

Cette réunion a contribué à l'apaisement de la situation dans le secteur, ouvrant la voie à une reprise progressive de l'activité du transport public, après les perturbations enregistrées la semaine dernière.

Tout en dénonçant les tentatives visant à semer la confusion au sein du secteur, les représentants des syndicats des transports ont salué la prise en compte de leurs préoccupations par les hautes autorités du pays, à l'issue de leur rencontre avec le président du Conseil de la nation. Ils ont affirmé que le projet de loi relatif au code de la route n'a pas encore été définitivement tranché, exprimant leur confiance dans les institutions de l'Etat et leur attachement à l'intérêt supérieur de la nation.

Les syndicats ont, dans ce cadre, appelé à la reprise de l'activité du transport public.

Le président de l'Organisation nationale des transporteurs algériens, Hocine Bouraba, a remercié les autorités pour leurs efforts de sensibilisation, soulignant leur rôle dans la prévention de dérives encouragées par des parties étrangères.

De son côté, Sid Ali Aït El-Hocine, secrétaire général du Syndicat des chauffeurs de taxi affilié à l'UGCAA, a indiqué que cette rencontre confirme la prise en charge des revendications des transporteurs par les hautes autorités. Il a évoqué la possibilité de revoir certaines dispositions du projet de loi, notamment celles liées aux sanctions, tout en rassurant sur l'engagement personnel du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à répondre aux préoccupations du secteur.

Certains, notamment dans le milieu syndical, évoquent la possibilité de renvoyer le projet de loi du code de la route à une commission paritaire, regroupant représentants des pouvoirs publics et professionnels du secteur.

Pour sa part, Ben Garsallah Ahcene, président de la Fédération nationale des chauffeurs de taxi, a estimé que la réunion a apporté un réel soulagement aux syndicats, mettant en avant la maturité et la volonté de dialogue des transporteurs pour parvenir à des solutions consensuelles.

Le président de la Fédération nationale du transport des voyageurs et de marchandises, Boucherit Abdelkader, a, quant à lui, souligné

l'importance de cette rencontre, qui a permis d'examiner l'ensemble des préoccupations des transporteurs, lesquelles seront transmises aux plus hautes autorités pour étude.

MISE EN GARDE
 CONTRE LES RUMEURS
 MALVEILLANTES ET APPELS
 ANONYMES

Par ailleurs, la Fédération algérienne des consommateurs a appelé, à travers un communiqué rendu public, l'ensemble des parties, notamment les transporteurs et les commerçants, à faire prévaloir la sagesse et la retenue.

Elle a mis en garde contre les rumeurs malveillantes et les appels anonymes à la grève, diffusés sur les réseaux sociaux par des parties suspectes, visant à attiser les tensions et à « jeter de l'huile sur le feu », au détriment de l'intérêt supérieur du pays et du citoyen.

Concernant le projet de loi sur le code de la route, la Fédération s'est dite rassurée par la volonté affichée des hautes autorités, de la présidence de la République aux ministères concernés, en passant par le Parlement. Et ce, pour résoudre la crise par un dialogue sérieux et constructif avec les syndicats et les unions professionnelles.

La Fédération des consommateurs, à l'instar des syndicats, a plaidé pour le réexamen des sanctions prévues dans le code de la route, afin de les adapter à la gravité des infractions. Elle a également proposé de reporter l'application du texte jusqu'à la mise en place d'un environnement adéquat, incluant la réhabilitation des routes dégradées, l'ouverture d'écoles de formation spécialisées, la création de stations de contrôle technique pour le pesage des poids lourds, l'équipement des véhicules en chronotachygraphes, ainsi que la garantie de la disponibilité des pièces de rechange et des pneus à des prix équitables.

Enfin, la Fédération a appelé à l'implication des associations professionnelles et de la société civile dans l'élaboration des législations les concernant, tout en exhortant commerçants et transporteurs à faire preuve de vigilance face aux tentatives de manipulation. Elle a également invité les professionnels du transport et du commerce à redoubler d'efforts pour assurer l'approvisionnement régulier des différentes régions du pays, d'autant plus que le mois sacré de Ramadan approche.

Tebboune préside une réunion du Haut conseil de sécurité

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi, une réunion du Haut conseil de sécurité, consacrée au bilan de l'année 2025 et à la prospective de l'année

2026, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Haut conseil de sécurité, consa-

crée au bilan de l'année 2025 et à la prospective de l'année 2026 concernant la Défense nationale, la situation aux frontières avec les pays du voisinage et la situation sécuritaire générale à l'intérieur du pays", lit-on dans le communiqué.

Boughali reçoit une députée à l'Assemblée nationale française

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a reçu, jeudi, la députée à l'Assemblée nationale française, Mme Sabrina Sebaihi, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. La rencontre de M. Boughali avec Mme Sebaihi, tenue au

siège de l'APN, a porté sur le "renforcement des voies du dialogue et de la diplomatie parlementaire, en vue d'examiner les défis communs à travers les deux rives de la Méditerranée, dont le développement durable, la transition écologique et les changements climatiques dans un cadre

parlementaire", a précisé la même source. A cette occasion, l'accent a été mis sur "l'importance du dialogue et du respect mutuel entre les peuples pour bâtir un avenir plus juste et plus durable".

La rencontre s'est déroulée en présence du député Mohamed Hani, note le communiqué.



Belkcaem Ahcene Djaballah

Dernièrement, une télé publique nous a gratifiés de séquences inoubliables à tout point

L'INFO' QU'ON
 AIME

de vue.

D'abord, une belle et pétillante chroniqueuse très à l'aise dans son rôle, maîtrisant la langue (française) et son sujet.

Ensuite, un sujet, bien qu'il relève de l'anecdotique, qui était d'une portée politique réelle.

Enfin, une argumentation décomplexée de la présentation, sortant des sentiers trop battus jusqu'ici, débouchant sur une « chute » m.a.g.n.i.f.i.q.u.e.

La télé ? AL24 pour ne pas la nommer, la chaîne d'information continue.

Le sujet ? La bûche de Noël qu'une chroniqueuse de la chaîne de télé française (CNews, propriété de Bolloré l'algérophobe, exploitant un article du journal 'Le Figaro' appartenant à Dassault, un autre algérophobe) avait mis en vue, prétendant qu'elle était « interdite d'exposition et de consommation en Algérie et qu'il y avait même une chasse policière à cette pâtisserie ». Une « fake news » qui s'ajoutait à bien d'autres. Mais qui, cette fois-ci, a décroché le « gros lot » du mensonge et, surtout, du ridicule.

La manière ? Face au ridicule, une seule arme, l'humour et la dérision.

On a donc notre chroniqueuse présentant à la fin de son argumentaire une « bûche Cnews » qui sera, bien-sûr, à consommer sans modération. Et qui fait, aussitôt, le tour du monde.

Voilà donc une (ancienne) nouvelle manière d'aborder certains problèmes. Celle du ton badin, léger mais qui vise juste et surtout, qui accroche et qui mobilise.

Bien-sûr, il est indéniable qu'habituellement la part la plus consistante du contenu télévi-

suel consacré à l'information, doit être informatif, formateur et mobilisateur. Élaboré avec professionnalisme et sérieux. Mais, reste une part,

certes minime mais nécessaire (en ces temps de crises multiples à travers le monde), consacrée à une approche ludique, décontractée, optimiste où le langage de l'ironie et de la dérision est présent.

Par le passé (récent), on a eu des exemples avec la « Caméra cachée » de Hazourli, les films de l'Inspecteur Tahar, Omar Gatlato, Hassen Terro et, à la fin des années 2000, une émission satirique Nass Essstah sur une télé privée (une réussite stoppée en plein vol). Hélas, il était dit que nos hommes politiques et les décideurs, pourtant pour la plupart, d'après ce que je crois savoir, ne détestant pas l'humour, n'acceptent pas facilement la dérision et le ton léger au niveau de la presse et encore moins à la télévision. On est donc, peu à peu, revenu à l'austère et au dramatique. On remarque même qu'au niveau de notre presse écrite, certainement en raison des difficultés de gestion et du manque d'espace (ou de plumes), on suit ce mouvement sinon mortifère du mois austère. Ou, peut-être, qu'on n'« ose » plus. Mystère ? !

Actuellement, pour revenir aux attaques médiatiques d'outre-mer, il est attendu, après les offensives pro-Sansal et pro-Daoud, avec l'idée persistante (information pourtant non encore officialisée) de la visite du Pape François en Algérie, qu'un autre cheval de bataille va être enfourché. Cela a déjà commencé. Il faut donc s'y préparer. En utilisant, entre autres, les armes de la décontraction et de la dérision. Et, surtout ne pas tomber, face aux attaques sournoises ou directes mais toutes ridicules, certainement déjà programmées, dans le piège de la réponse dramatisée.

Yennayer

La journée du lundi 12 janvier
 chômée et payée

La journée du lundi 12 janvier 2026, correspondant au jour de l'An Amazigh, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, indique jeudi un communiqué commun du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Direction générale

de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

"A l'occasion d'Amenzu n Yennayer, jour de l'An Amazigh, et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, la journée du lundi 12 janvier 2026, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi

qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise la même source. Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités "sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", ajoute le communiqué.

Commerce extérieur

Un guichet unique numérique dédié aux exportateurs

A. Z.

La solution numérique pour mettre fin aux tracasseries bureaucratiques rencontrées par les exportateurs dans leurs démarches administratives. Les procédures seront facilitées et les délais de traitement seront réduits grâce au guichet unique numérique en préparation qui leur sera dédié. C'est le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations qui a annoncé la nouvelle, jeudi 8 janvier, lors d'une audition devant la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a précisé à ce propos devant les membres de la commission, présidée par Mme Samira Barhoum, que ses services œuvrent à «la préparation du lancement d'un guichet unique numérique pour les exportateurs activant dans les différents secteurs, qui permettra de simplifier les procédures, de renforcer la transparence et d'accélérer la cadence du traitement des dossiers».

Ce nouvel outil numérique permettra aux opérateurs d'obtenir les documents nécessaires à leurs opérations d'exportation dans les meilleurs délais, sans avoir à se déplacer à Alger, et ils pourront également prendre les rendez-vous en ligne afin de faciliter l'examen de leurs préoccupations, a relevé le ministre. Estimant dans ce sillage que ce guichet constitue un «progrès majeur dans le domaine de l'exportation, car il contribuera significativement à l'augmentation des exportations nationales hors hydrocarbures et au renforcement de la compétitivité des produits algériens sur les marchés extérieurs».

D'autant que la base des opérateurs impliqués dans la dynamique d'exportation, saluée par le ministre, s'est élargie dans les 10 premiers mois de l'année 2025, atteignant

près de 1.800 exportateurs durant cette période. Concernant les deux organismes nationaux spécialisés dans la promotion des exportations hors hydrocarbures et dans le suivi et l'encadrement des importations, le ministre a fait savoir que la définition du règlement intérieur est entrée dans sa phase finale, en prélude à son adoption.

Rappelons que la création de ces deux organismes intervient en application des instructions du président de la République, qui a ordonné la dissolution de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) et la création de deux organismes : le premier chargé d'appuyer et d'encourager les exportations, et le second spécialisé dans l'organisation et l'encadrement des importations. Le ministre a souligné l'importance de cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre de la restructuration du système du commerce extérieur, en vue de renforcer la gouvernance et l'efficacité et d'adopter une nouvelle approche loin des solutions conjoncturelles et des mesures isolées, de manière à donner un véritable élan à la hausse des exportations hors hydrocarbures, à valoriser les capacités de production nationales et à créer une valeur ajoutée durable.

UN PROGRAMME INTENSIF DE SALONS

Dans le même sillage, M. Rezig a révélé que son département avait finalisé l'élaboration du projet de loi sur le commerce extérieur, qui est actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement (SGG). Il a, par ailleurs, salué le rôle du Fonds spécial pour la promotion des exportations (FSPE) dans cette dynamique, lequel prend en charge le remboursement d'une partie importante des frais de transport international, ainsi que des dépenses liées à la participation aux

foires et salons internationaux. Le nombre de dossiers enregistrés via la plateforme numérique pour bénéficier de ce fonds et ayant donné lieu à un remboursement s'élève à près de 1.800 dossiers au titre de l'année 2025, a-t-il précisé. Afin de prendre en charge l'ensemble des dossiers déposés, plusieurs mesures ont été adoptées dans la loi de finances 2026 pour diversifier les sources de financement de ce fonds, a fait savoir le ministre, assurant que ses services «attendent une autorisation du ministère des Finances pour procéder au remboursement des créances des opérateurs économiques enregistrées au titre des trois dernières années (2022, 2023, 2024)».

Pour le ministre, la stratégie de son secteur en matière de promotion du produit local ambitionne de faire de 2026 «l'année de l'exportation et de la promotion du label Made in Algeria». Une année 2026 qui sera marquée par un programme intensif de salons organisés à cet effet, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, dont la participation de l'Algérie à plus de 26 manifestations économiques à l'étranger, réparties entre six foires internationales, huit salons spécialisés et 14 expositions dédiées aux produits algériens dans plusieurs pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie. Non sans souligner dans ce cadre que l'Algérie accueillera, en avril prochain, la deuxième édition de la Conférence et de l'Exposition arabe et internationale des petites et moyennes industries, avec la participation de 22 pays arabes et de 11 pays africains (non arabes). Au plan national, un programme a également été élaboré à travers 28 wilayas, couvrant différents secteurs, afin d'offrir des espaces professionnels organisés pour la présentation des produits et services nationaux et de renforcer l'interaction entre les différents acteurs économiques, a conclu M. Rezig.

Algérie Poste

La restructuration au menu

La Directrice générale (DG) d'Algérie Poste, Mme Chiraz Bechiri, a présidé, par visioconférence, une réunion regroupant les directeurs des bureaux postaux des différentes wilayas du pays, consacrée au lancement du projet de restructuration de l'entreprise pour l'année 2026, a indiqué vendredi un communiqué d'Algérie Poste.

Lors de cette réunion, tenue jeudi soir, le projet de restructuration d'Algérie Poste pour 2026 a été lancé, "un projet basé sur la modernisation, l'amélioration de la qualité des services et le respect de la charte d'accueil", précise la même source. A cet égard, plusieurs axes ont été mis en avant, notamment "la nécessité d'organiser les infrastructures postales, de garantir le bon fonctionnement des guichets automatiques, d'améliorer la qualité de l'accueil et de la relation avec la clientèle et d'optimiser les performances du réseau postal".

Dans le cadre des préparatifs du mois de Ramadhan 2026, Mme Bechiri a souligné la nécessité d'assurer "la disponibilité permanente de la liquidité au niveau des bureaux de poste et des guichets automatiques, en sus de renforcer la capacité technique et d'honorer les unités les plus performantes, sur la base des résultats d'enquêtes nationales", selon le communiqué.

Dans le même contexte, l'accent a été mis sur "l'importance d'assurer la disponibilité du personnel, notamment dans les régions éloignées, et de renforcer les mesures garantissant la continuité du service public".

L'ONPO met en garde

Des pages malveillantes propagent des informations fallacieuses

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a appelé les citoyens à faire preuve de vigilance et à ne pas suivre des pages malveillantes et frauduleuses qui propagent des informations fallacieuses ou des programmes et des services fictifs liés aux activités du Hadj et de la Omra, indique un communiqué de l'Office.

"Ces actes font l'objet d'un suivi minutieux par les autorités officielles compétentes, afin de préserver les droits des citoyens et de prévenir tout dépassement", précise-t-on de même source.

"L'information exacte et fiable est accessible exclusivement auprès des sources officielles de l'Office, via ses pages officielles et site électronique officiel", rappelle-t-on de même source.

Concours de recrutement d'enseignants

Des précisions sur les délais d'étude des dossiers

Le ministère de l'Education nationale, a indiqué, jeudi dans un communiqué, que le dernier délai pour l'étude des dossiers des candidats au concours de recrutement des enseignants est lié à la finalisation du traitement de l'ensemble des dossiers par les commissions chargées.

"Le dernier délai pour l'examen des dossiers des candidats au concours de recrutement des enseignants sur titres, pour les trois cycles d'enseignement au titre de l'année 2026, demeure lié à la finalisation par les commissions chargées au niveau des directions de l'éducation, de l'étude et du réexamen de l'ensemble des dossiers", précise le communiqué, ajoutant "qu'il sera procédé, par la suite, à l'annonce des listes des candidats définitivement admis et concernés par l'entretien oral de ce concours".

A ce propos, le ministère a rappelé que l'opération d'inscription et de dépôt des documents relatifs au concours s'est déroulée

exclusivement en ligne sur la plateforme numérique de l'Office national des examens et concours (ONEC), à travers le lien <https://concours.onec.dz>, et ce du 16 décembre 2025 au 6 janvier courant. "Au regard des préoccupations observées par les services du ministère de l'éducation nationale concernant les candidats au concours de recrutement des enseignants" et "dans le but de rassurer les candidats inscrits quant à la situation de leurs dossiers déposés", le ministère a apporté des explications afin de clarifier la signification des mentions utilisées sur cette plateforme, qui apparaissent en réponse à la demande électronique du candidat.

Ainsi, la mention "Dossier conforme" signifie que "le dossier a été examiné et accepté par la commission chargée de l'examen au niveau de la Direction de l'Education, après vérification du respect des conditions légales requises pour le recrutement, et son titulaire est donc considéré comme admis à ce con-

cours et concerné par l'entretien oral".

La mention "dossier non conforme" signifie, en revanche, que "le dossier ne remplit pas les conditions légales requises pour le recrutement, après son examen par la commission compétente de la Direction de l'Education, et le candidat concerné peut, via son compte électronique, modifier son dossier de candidature en ligne en corrigeant les données saisies et/ou en téléchargeant à nouveau les pièces justificatives sur la même plateforme, afin que son dossier soit réexaminé par la même commission".

Quant à la mention "en cours d'examen", elle signifie que le dossier est toujours en attente d'étude et de traitement par la commission compétente de la Direction de l'Education, en raison du grand nombre de candidats et du souci de la commission d'accorder à tous les dossiers l'attention et l'importance nécessaires, dans le respect des droits de l'ensemble des candidats.

Santé

Un programme pour réduire les pannes des équipements

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a affirmé, jeudi, que la garantie du bon fonctionnement des équipements médicaux constitue « une priorité » de son secteur, précisant qu'un programme national est en cours d'élaboration afin de réduire les pannes affectant ces équipements.

El-Houari Dilmi

Lors d'une plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales adressées aux membres du gouvernement, Aït Messaoudene a souligné que « la garantie du bon fonctionnement des équipements médicaux est une priorité du secteur de la santé », faisant état d'« un programme national en cours d'élaboration pour limiter le phénomène des pannes répétitives ».

Concernant les causes de cette situation, le ministre a cité « le retard dans la conclusion et le renouvellement des contrats de mainte-

nance avec les opérateurs concernés, et dans l'approvisionnement des établissements de santé en pièces de rechange nécessaires », en sus de « lacunes dans la mise en œuvre des programmes de maintenance et une mauvaise utilisation des appareils médicaux due au manque de qualification et de formation dans ce domaine ».

Il a indiqué, à ce propos, que des instructions avaient été données afin d'« accélérer la conclusion et le renouvellement des contrats de maintenance et de prendre en charge immédiatement les pannes constatées, notamment au niveau des appareils à carac-

tère urgent, tout en renforçant les mécanismes de suivi périodique des programmes de maintenance préventive, à travers la détection des premiers indicateurs de panne et l'intervention proactive ».

Pour remédier à cette situation, selon Aït Messaoudene, le ministère de la Santé œuvre, en coordination avec les secteurs concernés, à « faciliter et accélérer le processus administratif visant à approvisionner les établissements sanitaires en pièces de rechange et à élaborer un cadre réglementaire adéquat pour leur importation selon un cahier des charges bien défini assurant leur maintenance de façon continue, outre l'inventaire périodique et minutieux du parc d'équipements médicaux pour détecter les pannes récurrentes et prendre les mesures nécessaires ». Et d'ajouter qu'« une plateforme numérique de gestion et de mainte-

nance des équipements a été développée et qui est actuellement opérationnelle ».

Répondant à une question sur l'intégration des diplômés des écoles privées de formation paramédicale dans les établissements de santé relevant des secteurs public et privé, le ministre a indiqué « avoir donné des instructions aux directeurs de la santé de wilayas pour le recensement des diplômés en vue de les intégrer graduellement selon les postes disponibles dans les nouveaux établissements sanitaires en particulier ». Abordant le volet relatif au renforcement des wilayas du Sud en médecins spécialistes, Aït Messaoudene a fait état de « l'inscription programmée de nouvelles spécialités médicales dans le cadre du programme de formation spécialisée destiné aux médecins exerçant dans les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux ».

Sous pression de Washington Libération de prisonniers par Caracas

Le Venezuela a annoncé jeudi la libération de «nombreux prisonniers», dont des étrangers, sous pression de Washington depuis l'enlèvement le 3 janvier par des troupes américaines de Nicolas Maduro. Cette annonce intervient quelques jours après le début du mandat de la présidente par intérim, Delcy Rodriguez. Il s'agit de la première vague de libération depuis l'enlèvement à Caracas du président, que Washington entend traduire en justice aux Etats-Unis.

Ces libérations sont «un geste unilatéral du gouvernement» afin «de favoriser la coexistence pacifique», a déclaré Jorge Rodriguez, le président du Parlement.

Il n'a précisé ni l'identité, ni le nombre, ni la nationalité des détenus relâchés. En septembre, un groupe d'experts de l'ONU avertissait d'un durcissement de la persécution pour motifs politiques ces derniers mois au Venezuela. Et jeudi, un expert de l'ONU, Bernard Duhaime, soulignait dans un communiqué qu'«en cette période d'immense incertitude, protéger les droits, traiter les abus passés et garantir l'avenir est la seule voie vers une paix et une dignité durables». L'ONG Foro penal qui estimait avant jeudi à 806 le nombre de prisonniers politiques au Venezuela, dont 175 militaires, s'est félicitée de la «bonne nouvelle».

Au même moment Donald Trump a déclaré, dans un entretien publié jeudi par le New York Times, que les Etats-Unis pourraient conserver plusieurs années le contrôle du Venezuela et de son pétrole. Jeudi, trois navires affrétés par Chevron transportaient du pétrole du Venezuela vers les Etats-Unis, selon une analyse de l'AFP de données de suivi maritime, alors que les pressions de Washington sur

Caracas font craindre une saturation des capacités de stockage du pays. La société publique Petroleos de Venezuela (PDVSA) «mène actuellement des négociations avec les Etats-Unis en vue de la vente de volumes de pétrole, dans le cadre des relations commerciales qui existent entre les deux pays», a indiqué un communiqué de la société jeudi.

«INTÉRÊTS» AMÉRICAINS

Alors que Delcy Rodriguez dénonçait la veille une «tache» sans précédent dans les relations avec Washington, Donald Trump, qui recevait vendredi les dirigeants de grands groupes pétroliers américains pour leur vanter les «immenses» opportunités au Venezuela, se félicite de la «très bonne entente» avec le pouvoir intérimaire à Caracas. «Ils nous donnent tout ce que nous jugeons nécessaire», a dit M. Trump. De son côté, le vice-président JD Vance a confirmé la vision de Washington avec la plus grande clarté, en déclarant mercredi soir sur Fox News: «La manière dont nous contrôlons le Venezuela, c'est en contrôlant les cordons de la bourse, en contrôlant les ressources énergétiques, et nous disons au régime, vous pouvez vendre le pétrole à condition que vous serviez les intérêts de sécurité nationale américains.»

«Seul l'avenir nous dira» combien de temps Washington entend garder une tutelle sur Caracas, a déclaré Trump au grand quotidien new-yorkais. Interrogé pour savoir si la situation durerait trois mois, six mois, un an ou plus, il a répondu: «Je dirais beaucoup plus longtemps». A Caracas les habitants témoignent de leur incertitude, parfois teintée d'optimisme, face à



cette tutelle américaine, alors que Reporters Sans Frontières exhorte «les autorités à permettre l'entrée de journalistes étrangers dans le pays et à cesser de restreindre le travail des médias locaux».

«J'ai l'impression que nous aurons plus d'opportunités si le pétrole est aux mains des Etats-Unis plutôt que du gouvernement», confie à Caracas un Vénézuélien de 26 ans. Une femme de 52 ans, employée dans le secteur des services fait surtout part de son incertitude.

«En réalité nous ne savons pas si (cet accord sur le pétrole entre Washington et Caracas) est bon ou mauvais», déclare-t-elle. «Ce que je veux, c'est m'en sortir avec ma famille et vivre normalement, autant que possible.»

100 MORTS

Delcy Rodriguez, a déclaré mercredi soir que l'échange commercial avec les Etats-Unis n'avait «rien d'extraordinaire ni d'irrégulier». Elle a toutefois de nouveau regretté la capture de Nicolas Maduro, au cours d'une opération des forces spéciales américaines à Caracas qui a fait 100 morts, selon le dernier bilan livré par le ministre vénézuélien de l'Intérieur Diosdado Cabello.

Des sénateurs républicains se sont joints jeudi à leurs collègues démocrates pour faire avancer une résolution visant à limiter les pouvoirs militaires de Donald Trump contre le Venezuela. Un camouflet pour le président américain, qui s'est emporté, sur son réseau Truth Social,

contre la «stupidité» de cinq sénateurs républicains qui «ne devraient plus jamais être élus». Le texte doit désormais être soumis au vote au Sénat la semaine prochaine. Donald Trump avait évalué à «entre 30 et 50 millions de barils de pétrole» la quantité de brut que va livrer le Venezuela aux Etats-Unis, et entend contrôler directement les recettes qui résulteront de la vente.

Caracas dispose des plus grandes réserves prouvées du monde avec plus de 303 milliards de barils, selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Mais sa production reste faible, de l'ordre d'un million de barils par jour, après des décennies de sous-investissement dans les infrastructures.

Main basse sur le Groenland Donald Trump dispose de nombreuses options



Si le président Donald Trump est sérieux au sujet du renforcement de la présence américaine au Groenland, il dispose de plusieurs options pour y parvenir.

Trump ne cesse d'insister sur le fait que les Etats-Unis ont besoin de la grande île arctique, stratégiquement située, pour des raisons de sécurité nationale.

Le président américain a refusé d'exclure l'usage de la force pour s'emparer de ce territoire autonome rattaché au Danemark, provoquant la colère de Copenhague, allié fidèle de Washington et membre fondateur de l'Otan. Les dirigeants du Groenland ont clai-

rement indiqué qu'ils ne souhaitent pas faire partie des Etats-Unis.

Les Etats-Unis disposent cependant déjà d'une présence militaire au Groenland, la base de Pituffik, la plus septentrionale de leur armée, qui remonte à la Seconde Guerre mondiale, lorsque les Américains ont envoyé des forces pour défendre ce territoire après l'invasion du Danemark par l'Allemagne nazie. Quelque 150 personnels sont stationnés en permanence sur cette base glaciale, mais les Etats-Unis ont déployé jusqu'à 6.000 soldats à travers le Groenland durant la Guerre froide, principalement par crainte d'un sur-

vol de l'île par un missile soviétique se dirigeant vers l'Amérique du Nord. En vertu d'un traité de 1951, les Etats-Unis pourraient simplement notifier au Danemark qu'ils envoient davantage de soldats. «Les Etats-Unis pourraient augmenter significativement leur présence militaire au Groenland sans qu'il soit vraiment nécessaire de faire quoi que ce soit», indique Kristine Berzina, chercheuse au German Marshall Fund of the United States (GMFUS), un centre d'études sur les relations transatlantiques. Dans des circonstances différentes, le Danemark et d'autres alliés de l'OTAN pourraient se réjouir que Trump manifeste de l'intérêt pour la sécurité européenne, alors que la Russie occupe une partie de l'Ukraine.

POUR MAGA, LA TAILLE COMPTE

Mais pour le mouvement MAGA de Trump, l'argument de la sécurité n'est peut-être pas essentiel et la motivation ailleurs. Lors de son investiture, il y a environ un an, le président républicain avait évoqué une nouvelle «destinée manifeste» des Etats-Unis.

Ce concept impérialiste du XIXe siècle prétend que les Etats-Unis ont un droit divin à étendre leur territoire. Donald Trump a ainsi justifié samedi l'opération militaire au Venezuela par la nécessité de restaurer la suprématie des Etats-Unis sur l'ensemble des Amériques. Il a évoqué une sorte de remise au goût du jour de la doctrine Monroe, selon laquelle il y a plus d'un siècle, l'Amérique latine était considérée la chasse gardée des Etats-Unis. «Peut-être que la taille du pays renvoie à cette idée de grandeur américaine, et certainement, pour le mouvement MAGA, la grandeur américaine compte beaucoup», estime Kristine Berzina. Le Groenland a la taille du plus grand Etat américain, l'Alaska, et son

intégration propulserait les Etats-Unis devant la Chine pour disposer de la troisième plus grande superficie terrestre derrière la Russie et le Canada.

L'ART DE LA NÉGOCIATION

La Maison Blanche, tout en n'excluant pas une invasion, a indiqué que Trump, magnat de l'immobilier, étudie «activement» un achat du Groenland. Le Groenland comme le Danemark ont clairement indiqué que l'île n'était pas à vendre. Mais il existe des précédents. En 1803, les jeunes Etats-Unis signent leur première acquisition territoriale, en achetant à la France la Louisiane pour environ 15 millions de dollars de l'époque. En 1867, c'est l'achat de l'Alaska à la Russie et en 1917 les Etats-Unis ont acheté les Iles Vierges au Danemark pour 25 millions de dollars en or. Le Danemark avait d'abord résisté, en partie par crainte de la manière dont l'Amérique, où sévissait alors la ségrégation raciale, traiterait la population majoritairement noire de l'île. Mais le royaume avait finalement accepté l'offre américaine, les Etats-Unis menaçant d'employer la force. Après la Seconde Guerre mondiale, le président Harry Truman a fait sa propre offre pour acheter le Groenland, discrètement, et le Danemark l'a rejetée. La question semblait devenue caduque avec la création de l'Otan. Mais l'alliance elle-même a été tournée en dérision par Trump, qui la trouve injuste pour les Etats-Unis. Selon des diplomates, l'administration Trump a aussi envisagé l'option de proposer une association, à l'image de celle que les Etats-Unis ont avec des nations insulaires du Pacifique, qui sont indépendantes mais s'en remettent à Washington pour leur défense. Dans tous les cas, même si Trump parvenait à convaincre les Groenlandais, il se heurterait à des obstacles de taille pour obtenir le consentement du Congrès américain, sans parler de celui du Danemark.

PAX AMERICANA UNIVERSALIS Quel avenir ?

Par Abdelhak Benelhadj

Suite et fin

Mais si ce n'est pas le pétrole qui expliquerait (pour l'essentiel) l'opération militaire américaine contre le Venezuela, qu'est-ce qui l'expliquerait ?

3.- L'INTERVENTION MILITAIRE AMÉRICAINE AU VÉNÉZUÉLA N'EST PAS UNE AFFAIRE MILITAIRE.

Le défilé sur les plateaux de télévision d'anciens généraux et colonels, en vogue depuis 2022, pour commenter l'actualité est un tour de passe-passe politico-médiatique qui sert à escamoter l'essentiel en noyant le « pourquoi » dans le « comment ».

L'essentiel, en cette affaire, ne relève pas des performances des cow-boys. Détailler les différentes facettes de l'opération militaire américaine, intéressant au mieux les stratèges en chambre, les futures recrues immatures pour de nouvelles Opex, n'a ici qu'une importance mineure. Nous aurons l'occasion d'y revenir en un prochain papier, mais les innovations militaires n'ont jamais déterminé le sort des conflits. Aujourd'hui, D. Trump achève les Nations Unies et le droit international et déclare ne plus en avoir besoin pour se comporter comme il l'entend sur la scène internationale. Il intervient militairement sans mandat, sans l'aval de personne.

La différence entre 2003 et aujourd'hui, c'est que pour agresser l'Irak, Washington avait cherché à valider son opération par le Conseil de sécurité. Il avait échoué (on se souvient de la pitoyable prestation du secrétaire d'Etat américain au Conseil de sécurité le 14 février 2003), mais cela ne l'a pas empêché de lancer son attaque de l'Irak et de faire des centaines de milliers de victimes.

Le fait est qu'il a tenté par tous les moyens de le faire parce que soucieux d'être couvert par une cosmétique juridique. Plus aujourd'hui. Trump y va franco.

Le viol par une grande puissance diplomatique et militaire des règles de droit dont elle est la gardienne au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies qu'elle héberge depuis 1946. La question est simple : si les plus grandes nations bafouent les lois, y compris celles de leur propre pays (D. Trump a superbement ignoré les lois fédérales), qu'en pourrait-il en être de la paix internationale ? Vers quel monde allons-nous ?

Depuis février 2022, a été condamné et sévèrement sanctionné la Russie, cela se comprend, pour avoir outragé la Charte des Nations unies en envahissant militairement une partie du territoire de son voisin. Deux poids deux mesures ?

Question : pourquoi alors toutes ces tractions, des réunions sans fin à propos de l'Ukraine pour aboutir à la signature d'un accord de cessez-le-feu que personne ne pourrait empêcher l'Amérique à tout moment d'outrager comme elle outrage le droit et se retire des accords internationaux quand cela lui convient ?

Le Danemark est aux abois, les opinions publiques et les médias s'inquiètent, E. Macron se contorsionne et change plusieurs de fois de discours, l'Allemagne biaise, le Royaume-Uni est aux abonnés absents ainsi que la plupart des membres d'une Union démembrée. Même Varsovie, ordinairement très proche de l'Amérique où elle compte une communauté nombreuse et influente, s'interroge.

Seule Rome soutient « courageusement » Washington.

Le contrat, la séduction, l'American way of life pour tous, c'est fini.

Trump bombe le torse et lance à la cantonade : « Ou tu te couches, ou je te casse les reins. »

Désormais, l'Amérique ne cherche pas à américaniser le monde. Pour l'essentiel, il l'est déjà.

Il tient des propos d'une vulgarité que

ses prédécesseurs assortissaient pudiquement du « off the record ». Samedi 3 janvier, depuis Mar-a-Lago, il conseillait Gustavo Petro (président colombien) « de faire attention à ses fesses ».

Il veut le Groenland qui relève de la souveraineté danoise et le fait avec un geste simple d'adolescent tardif : « je veux, je prends ».

- 22 octobre 2018, sous prétexte que la Russie violait l'accord depuis plusieurs années, D. Trump se retire tout aussi unilatéralement du traité INF bannissant les missiles ayant une portée comprise entre 500 et 5500 kilomètres.⁶ Que vaut sa signature dans ces conditions ? Qui ferait confiance à un pays qui n'inspire



« Soon » (Bientôt), Tweet de Cathie Miller, la femme du directeur de cabinet adjoint à la Maison-Blanche, Stephen Miller.

« Nous avons besoin du Groenland du point de vue de la sécurité nationale, et le Danemark ne sera pas en mesure de s'en occuper », a réaffirmé le président américain aux journalistes à bord d'Air Force One dimanche soir. « Nous nous occuperons du Groenland dans environ deux mois... parlons du Groenland dans 20 jours », a-t-il ajouté. (AFP, L. 05 janvier 2026) Il est vrai que les richesses naturelles et géopolitiques du Groenland sont bien plus opportunes et immédiatement exploitables.

L'ancien président français F. Hollande fait mine de prendre conscience du danger et réagit : « C'est fini, les Etats-Unis ne se considèrent plus comme protecteurs de l'Europe » et « avec l'administration Trump, [ils] n'ont plus aucun respect pour les règles démocratiques » (AFP, mardi 06 janvier 2026). Etrange réaction. L'Europe s'étonne du comportement de son puissant allié. Comment ne pas s'étonner de l'étonnement ? Pourtant, il n'y a là rien de surprenant. Brève récapitulation.

UN PEU D'HISTOIRE POUR AMNÉSIEQUES.

Deux exemples récents.

- Signé mardi 14 juillet 2015, l'accord sur le nucléaire iranien est dénoncé unilatéralement par Trump le 08 juillet 2018 sans autre forme de procès.

aucune confiance ? Les Européens, à ce jeu, se trompent-ils ou cherchent-ils à tromper ? Que vaut leur parole s'ils ne sont plus que les marionnettes consentantes, et qui n'ont jamais cessé d'en être victimes, d'un proconsul omnipotent ?

Réglons vite une question qui agite les géostratèges européens.

1.- Il ne s'agit pas à propos de l'attaque du Venezuela, du kidnapping de son président et de son épouse, d'une résurgence d'une quelconque doctrine Monroe que les Américains jette en os à ronger aux commentateurs. 2.- L'isolationnisme américain dont ils nous rabattent régulièrement les oreilles est une illusion de pleutres.

Question : pourquoi l'Europe ne devrait pas craindre une invasion américaine ?

Réponse : Parce qu'elle a déjà eu lieu et se poursuit depuis 1945.

La Guerre Froide s'est achevée en 1990 et l'OTAN justifié par la menace soviétique a été maintenu, développé et élargi bien avant qu'un Poutine ne vienne à nouveau défier le « monde libre ». À l'évidence, l'OTAN avait bien d'autres missions.⁷

Il s'ensuit que la crainte de certains Européens de voir les Etats-Unis quitter l'Europe et de dissoudre l'OTAN est sans fondement. Washington a besoin de rester en Europe et de conserver la direction opérationnelle de l'OTAN pour continuer de tirer le meilleur parti de l'occupation du « vieux continent ». Le centre organisateur de l'Occident s'est déplacé tout au long de l'histoire, selon les rap-

ports de forces exercés entre les Européens : le Saint-Empire romain germanique, Venise, Madrid, Paris, Amsterdam, Londres et, depuis la Première guerre mondiale, l'Amérique du Nord, sans compter les rivalités entre les bourgeoisies protestantes, les villes hanséatiques habitées par « l'esprit du capitalisme »⁸ et Rome.

Depuis Th. Roosevelt et W. Wilson, l'Occident réside désormais en Amérique.

Et l'Amérique comme les anciennes puissances impériales européennes est un carnivore vorace et se donne toute la planète pour espace de prédation. L'Amérique Latine n'est qu'une province parmi d'autres d'où Washington veut expulser Chinois, Russes et quiconque menace les intérêts de ses transnationales en rang serré autour d'un exécutif à leur exclusif service.

Washington est au cœur de ce qui rassemble l'Occident finissant. L'Union Européenne éclatée a besoin de l'Amérique pour la rassembler autour d'une colonne vertébrale commune, « quoi qu'il en coûte ».

C'est pourquoi elle accepte d'en payer le prix, y compris de renoncer à la défense du droit (qu'elle a elle-même outragé dans le monde depuis la « Renaissance » pillant hommes et nature). C'est pourquoi, elle se soumet sans discuter à l'impôt que l'Amérique lui fait payer, sans sourciller.

Son problème est de trouver les mots pour apaiser pour expliquer à ses propres concitoyens ses contradictions, sa reddition en rase campagne.

VIOLENCES CONSTITUTIVES.

Le désordre que fait déferler l'Amérique sur le monde est le reflet d'une violence interne explosive et irrépressible. Le moteur colonial dans ce pays est une idéologie abusive de la liberté de détruire indistinctement hommes et nature.

La sauvagerie de cette société prédatrice s'est manifestée par une guerre de sécession (1861-65) opposant le « gouvernement fédéral (nordiste) aux « Etats confédérés » (sudistes) qui fit entre 700 000 et 900 000 morts, avec un nombre indéterminé de victimes civiles. La compétition interne acharnée, réputée génératrice de bienfaits collectifs est aussi une autre facette de cette violence constitutive de l'Amérique.

Le capitalisme libéral ricardien privilégie le déplacement du capital selon les avantages comparatifs présentés par les nations, et prône la compétition comme source et génération de richesses pour tous. Par opposition à la coopération, la concurrence sur les marchés est une autre forme de guerre. À l'échelle internationale, la compétition fait des « morts » qu'on appelle « chômeurs », « faillites », « déficits », « endettements », pertes de marché et de compétitivité...

Notes :

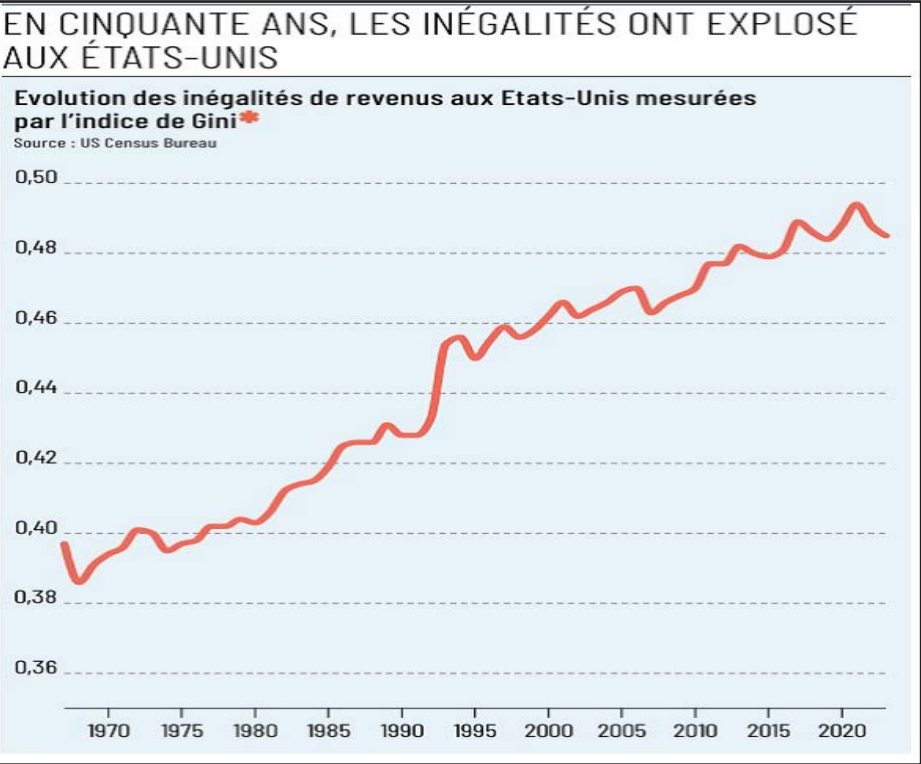
¹ Extradé vers en avril 2010 vers la France d'où il sera à nouveau extradé un an plus tard vers son pays pour finir sa vie en prison, en 2017 à l'âge de 82 ans.

² Très vieux procédé dont se souviennent leurs nombreuses victimes, encombrantes, coûteuses, inutiles... délaissés en fin de conflit : au Viêt-Nam, en Algérie, en Irak, en Afghanistan... demain probablement en Ukraine.

³ Économiste de l'énergie à l'université de Houston (Texas), Edward Hirs souligne auprès de Reporterre que la remise en état de l'appareil pétrolier vénézuélien nécessiterait « des années et des milliards de dollars » d'investissements. Les gisements souffrent en effet d'« années de forage insuffisant, d'infrastructures délabrées, de coupures d'électricité répétées et de vols de matériel », selon une étude récente du cabinet Energy Aspects, citée par le New York Times. (<https://reporterre.net/>, lundi 5 janvier 2026)

PAX AMERICANA UNIVERSALIS
Quel avenir ?

RUISSELLEMENT POUR BENÊTS.
ILLUSOIRES BIENFAITS COLLECTIFS



Alternatives économiques, n°453, décembre 2024

AMABILITÉS AMÉRICAINES.

D. Trump, (LCI, lundi 22 septembre 2025). Le locataire de la Maison Blanche consacre régulièrement quelques mots à l'endroit de ses prédécesseurs. « Hussein » Obama est souvent maltraité. Mais c'est le plus fréquemment à J. Biden qu'il adresse ses plus violentes incivilités, quelques fois dans un langage ordurier. Ce fut le cas d'un discours prononcé lors d'un dîner samedi 20 septembre 2025. « Biden a toujours été un type méchant, mais jamais un type intelligent. Même si vous remontez 30 ans ou 40 ans en arrière, c'était un type stupide, mais il a toujours été un fils de p***. Ça ne marche pas très bien pour lui en ce moment. Alors quand vous commencez à avoir pitié de lui, rappelez-vous qu'il était un méchant. »

DEPUIS LA CRÉATION
DES ETATS-UNIS, LE PAYS
A ÉTÉ EN GUERRE 218 ANS

Ils ont perdu la plupart d'entre elles.
- Les Américains ont mené 230 guerres depuis leur indépendance
- Le Congrès a déclaré la guerre à 11 reprises, y compris sa première déclaration de guerre à la Grande-Bretagne en 1812. Le Congrès a approuvé sa dernière déclaration de guerre officielle pendant la Seconde Guerre mondiale.
- Les Etats-Unis ont été en guerre 91% du temps de leur existence.
Triste record : en 239 ans d'existence, les USA n'ont été en paix que durant 21 ans. De ce fait, tous les présidents qui se sont succédés peuvent être tous considérés comme des présidents « en guerre ». Les Etats-Unis ne sont donc jamais restés une décennie complète sans être en guerre, à l'exception de l'intervalle 1935-1940, durant la grande « dépression américaine ».
Les dépenses militaires des USA sont de loin les plus élevées monde, la moitié des dépenses totales
« Nous sommes un peuple de la guerre. Nous aimons la guerre parce que nous sommes très bons à la faire. En fait, c'est la seule chose que nous savons faire dans ce putain de pays : faire la guerre. On a eu beaucoup de temps de pratique et aussi parce que c'est sûr que nous ne sommes plus capables de construire une machine à laver ou une voiture qui vaille un pet de lapin ; par contre si vous avez

plein de bronzés dans votre pays, dites-leur de faire gaffe parce qu'on va venir leur foutre des bombes sur la gueule... » George Carlin, humoriste, acteur et scénariste américain. (<https://www.dhnet.be/>, 24 février 2015)

DE MONROE À « DONROE »

Reprenant ces principes bicentennaires à son compte, Donald Trump avait déclaré devant la presse que « la doctrine Monroe est très importante, mais nous l'avons dépassée de très loin ». Il ajoute : « La domination américaine dans l'hémisphère occidental ne sera plus jamais remise en question »
« Hémisphère occidental » ?
Dès le XIX^{ème} siècle, alors que la constitution territoriale des Etats-Unis n'était pas achevée, les dirigeants américains avaient déjà en tête le projet de se substituer à tous les empires coloniaux qui les avaient précédés et d'ailleurs aidé à constituer le futur empire qu'il est devenu. L'Espagne quittait une Amérique centrale en lambeaux aussitôt récupérée pour fabriquer les Etats de Californie, du Nouveau Mexique, du Colorado, du Texas... l'Amérique du sud s'offrait à la Doctrine Monroe.
Le corollaire Roosevelt (ou corollaire de la doctrine que James Monroe a formalisée en 1823) est une interprétation expansionniste de la doctrine de Monroe exposée par le président américain Th. Roosevelt (Theodore le Republicain, non Franklin le Démocrate) dans un discours prononcé le 6 décembre 1904 au début de la troisième session du 58^e Congrès des États-Unis.⁹
Ce discours ne souffre aucune ambiguïté. Il décrit en termes clairs et simples ce que tout observateur lucide peut constater tous les jours dans son suivi de l'actualité politique internationale : « L'injustice chronique ou l'impuissance qui résulte d'un relâchement général des règles de la société civilisée peut exiger, en fin de compte, en Amérique ou ailleurs, l'intervention d'une nation civilisée et, dans l'hémisphère occidental, l'adhésion des États-Unis à la doctrine de Monroe peut forcer les États-Unis, à contrecœur cependant, dans des cas flagrants d'injustice et d'impuissance, à exercer un pouvoir de police international. »¹⁰

Ce que Madeleine Albright (1937-2022) appellera, en février 1998, la « nation indispensable ». « Si nous devons utiliser la force, c'est parce que nous sommes l'Amérique ; nous sommes la nation indispensable. Nous sommes debout et nous voyons plus loin dans l'avenir que les autres pays, et nous voyons le danger pour nous tous. »
Washington bombarde à tout va et intervient militairement dans un désordre apparent incompréhensible : en Iran contre la République islamique, au Yémen contre les Houthis, en Syrie et en Somalie contre DAESH, au Nigéria à la veille de Noël contre des groupes affiliés à l'Etat islamique, voilà maintenant qu'il s'en prend aux narcotrafiquants au Venezuela protégés et encadrés par le président vénézuélien qu'il a fallu aller enlever chez lui.
D. Trump prétend de surcroît qu'il a pacifié une dizaine de conflits alors que l'on sait que ses interventions sont ou bien inutiles (les adversaires se réconcilient sans lui) ou bien n'ont résolu aucun problème.
Le candidat au Nobel de la paix fait tout pour mériter celui de la guerre. Les Etats-Unis en voulant récupérer le Canada et le Groenland montrent bien que l'isolationnisme qu'on leur prête, c'est du pipeau.¹¹
L'Amérique ne se replie pas sur elle-même. Elle érige des murs pour se protéger d'un côté et repart à la conquête du monde de l'autre. Elle consolide sa forteresse avant de repartir à l'assaut. La hausse des taux de douane est une façade belliqueuse. C'est une agression caractérisée du monde et, ironiquement, ce sont ses alliés qui sont mis à contribution. D. Trump retrouve là les méthodes des seigneurs médiévaux. L'Amérique est le dernier refuge du féodalisme.
La « fin de l'Empire américain » est évoquée depuis des décennies. Celle de l'Occident est, pour diverses raisons, déplorée depuis la fin du XIX^{ème} siècle. La différence avec la situation d'aujourd'hui, c'est que ce déclin ne relève plus du débat philosophique, n'est plus un jeu intellectuel entre initiés.
L'Usage de la force est une démonstration de l'impuissance de celui qui en use. Avec l'attaque du Venezuela D. Trump fait une démonstration magistrale que la puissance de l'Empire américain est en déclin. Et derrière l'Amérique, c'est tout le monde occidental qui perd pied.
Perd pied contre et au bénéfice de qui ?
L'Amérique puissance, militaire, financière, monétaire, technologique... Plus de 300 bases militaires dans le monde, des flottes qui mettent contrôlent les principaux flux commerciaux planétaires, des systèmes militaires uniques dans l'histoire... tout cela est incontestable. Mais ce n'est plus la « nation indispensable » qui dominait pendant les 70 dernières années. Peu à peu, l'Amérique s'est érodée. D'abord en raison des progrès réalisés par ses « alliés », notamment les deux perdants de la dernière guerre, l'Allemagne et le Japon ... à l'égard desquels elle accumule les déficits commerciaux et dont elle a besoin pour couvrir ses déficits budgétaires, car elle consomme plus qu'elle ne produit, importe plus qu'elle n'exporte.
Pour qu'on se rende bien compte :
- En 1945, ils avaient l'exclusivité de l'armement atomique. Ce n'est plus le cas.
- Ils produisaient plus de la moitié du PIB mondial. Ils n'en produisent plus que le cinquième.
- Ils avaient le monopole et la maîtrise des principales technologies et dominaient la production industrielle de la plupart des biens d'équipement et de consommation.
- La flambée (ancienne, qui s'accélère) de l'or montre que Bretton Wood et le règne du dollar est virtuellement enterré.
La Russie, la Chine, les BRICS, le sud global ne sont plus réductibles.

POUTINE ET XI JINPING
REMERCIENT TRUMP.

Ils ne sont pas dupes des objectifs réels du président américain. L'opération vénézuélienne est la conséquence directe de la crise ukrainienne qui, quoi qu'il en soit dit, a affaibli et limité les marges de manœuvre et influence internationale de la Russie dans des proportions difficiles à estimer.
La Chine, ayant choisi un autre terrain de la guerre (économique, commercial et technologique), ne participe pas d'une confrontation directe avec les Etats-Unis.
L'initiative de D. Trump est une réaction face au jeu de go chinois en Amérique Latine (et dans le reste du monde) destiné à prendre à revers les pays occidentaux, en une circonvolution stratégique destinée à finir par les étrangler chez eux, conformément aux prescriptions de Lao Tseu, gagner sans tirer un seul coup de feu. « L'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat. »
Les résultats sont clairs et rapides, difficilement rattrapables. Quelques exemples.

Robots industriels déployés en 2023.

276 300 en Chine
264 700 dans le reste du monde

Classement des 15 meilleurs clusters
d'innovation en 2025

1. Shenzhen-Hong Kong-Guangzhou (Chine)
 2. Tokyo-Yokohama (Japon)
 3. San Jose-San Francisco (États-Unis)
 4. Pékin (Chine)
 5. Séoul (Corée du Sud)
 6. Shanghai-Suzhou (Chine)
- Les centres de recherche chinois à fort impact ont publié 65% de la recherche. 12% pour les Etats-Unis, 2.8% pour l'Allemagne. La Chine est devenue première dans les domaines suivants (LCI, L. 15 juillet 2024) :
- Production industrielle - Exportations chinoises 3 380 Md\$ (Banque Mondiale) - Energies vertes : 2/3 des nouvelles capacités solaires et éoliennes construites en 2024 dans le monde sont chinoises (Global Energy Monitor) - Nouvelles technologies (défense, espace, robotique, biotechnologies, IA) 37 sur 44 technologies critiques pour l'avenir (ASPI)
On peut y ajouter les surprenant progrès réalisés en IA¹². La liste des performances peut être très longue.
C'est cela la fin de l'histoire.
C'est la raison principale pour laquelle le « piège de Thucydide » restera à l'état de mythe.¹³

Abdelhak Benelhadj

Notes :

⁴<https://gabrielzucman.substack.com/p/comprendre-l'intervention-americaine> 04 janvier 2026.
⁵ M. Zelensky s'est pris à rêver dimanche 4 janvier 2026 et s'est fourvoyé devant un parterre de journalistes réunis à Kiev. « S'il est possible de traiter avec des dictateurs de cette façon, aussi facilement, alors les Etats-Unis d'Amérique savent ce qu'il faut faire ensuite », a-t-il lancé, songeant à une attaque contre Vladimir Poutine.
⁶ Le traité INF a été signé par les présidents américain et russe Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev en 1987, consécutivement à de la crise des « euromissiles ».
⁷ Rappelons que l'OTAN a été créée en avril 1946 soit 9 ans avant la naissance (mai 1955) du Pacte de Varsovie qui devait en principe (rétrospectivement) le justifier.
⁸ Lire. Max Weber, L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. 1947, trad. Française, Plon, 1964.270 p.
⁹ T. Roosevelt élabore alors sa propre démarche dite « doctrine du Big Stick ».
¹⁰ Cf. A. Benelhadj : « Retour à la Doctrine Monroe ». Le Quotidien d'Oran, 22 février 2018.
¹¹ Cf. A. Benelhadj : « Le mythe isolationniste américain ». Le Quotidien d'Oran, 16 janvier 2020.
¹² Cf. A. Benelhadj : « Deepseek et la guerre sino-américaine ». Le Quotidien d'Oran, 30 janvier 2025.
¹³ Graham Allison, Vers la guerre : L'Amérique et la Chine dans le Piège de Thucydide ? Paris, Odile Jacob, 2019, 408 p.

CAN-2025 : Aujourd'hui à 17h00 : Algérie-Nigéria

Un choc au sommet pour une place au carré d'as



M. Zeggai

À l'heure où la compétition entre dans sa phase décisive, tous les regards seront braqués, cet après midi, sur le grand stade de Marrakech, théâtre du duel Algérie-Nigéria. Alors, l'équipe nationale parviendra-t-elle à rééditer un deuxième exploit après celui du RD Congo ? C'est la question que se posent les milliers d'inconditionnels des Verts. La fièvre monte au fur et à mesure que l'heure du match approche. Entre deux formations aux ambitions affirmées, mais surtout deux philosophies de jeu diamétralement opposées, ce sera une véritable bataille tactique et mentale qui se profile, avec en toile de fond un enjeu majeur : une qualification au carré d'as. Ce duel ne se résumera pas à un affrontement collectif. Il sera également marqué par la présence d'individualités de haut niveau, des joueurs capables de renverser le cours d'un match à n'importe quel moment de la partie. Dans ce genre de rendez-vous, où la pression est maximale et les marges d'erreurs infimes, ce sont souvent ces détails et ces ta-

lents singuliers qui font la différence. L'aspect tactique sera au cœur des débats. Vladimir Petkovic devra ajuster ses plans, anticiper les temps forts et les moments de faiblesse. La gestion du tempo, la solidité défensive et l'efficacité seront des éléments déterminants dans ce match où chaque duel comptera et aura son importance. Entre confiance retrouvée, solidarité du groupe et envie de se surpasser, les nôtres ont les arguments pour y croire. Reste à transformer l'espoir en réalité, sur le terrain. L'exploit est à portée de main... à condition d'oser y croire jusqu'au bout surtout que l'EN affiche plus d'organisation et de stabilité, avec un entraîneur considéré comme le meilleur d'Afrique. Avec un collectif solide, alliant expérience et enthousiasme, l'équipe nationale est capable de gérer ce type de rencontres et ce duel est donc une occasion pour le confirmer. La clé du match se trouve au sein de l'arrière garde algérienne qui aura la lourde tâche de neutraliser les Osimhen, Lookman, Adams ou Chukwueze, un quatuor qui constitue la force de frappe des Super Eagles. Là,

les Verts devront faire preuve de concentration et de solidarité pour surmonter cette épreuve. Le Nigéria avance dans la compétition avec une étiquette flatteuse, mais derrière force brute se cache une fragilité récurrente, vedettariat et excès d'agressivité, deux défauts qui peuvent coûter cher face à un adversaire méthodique et discipliné. Face à une sélection algérienne, réputée pour sa maturité tactique, ce profil nigérian peut devenir un handicap.

Plus l'EN impose un jeu de patience et de placement, plus les Super Eagles risquent de tomber dans son propre piège : vouloir forcer le destin plutôt que le construire. Tout le monde sait que le Nigéria mise sur la puissance, mais se désorganise facilement quand les espaces sont fermés. A cet effet, les nôtres devront sécuriser la perte de balle et éviter les montées déséquilibrées et se concentrer sur la gestion du match proprement dite. A propos de l'effectif, Cherqui a repris le travail avec le groupe, en revanche, Bennacer est d'ores et déjà forfait et sera certainement remplacé par Abdelli ou Chaïbi, dans l'entrejeu des Verts.

Nigéria : Une équipe redoutable mais pas imbattable

Disons le tout de suite, le Nigéria a un potentiel énorme, mais dont le rendement collectif reste souvent irrégulier, car les Super Eagles sont en difficulté quand le match est verrouillé. Dans un match serré et tactique, leur propre excès d'intensité et de vedettariat peut clairement se retourner contre eux. Aussi, si le Nigéria impose un combat physique, il prend l'ascendant. La sélection nigériane est asphyxiée face à une équipe qui excelle dans le placement et la circulation de la balle. Mais, attention, le Nigéria dispose d'une attaque redoutable avec les Osimhen (Galata-

saray), Lookman (Atalanta) et Adams (Séville). Ademola Lookman est considéré comme l'un des joueurs les plus dangereux de ce tournoi continental. Un joueur complet créatif et imprévisible qui est devenu un élément incontournable d'Atalanta. Il est également le joueur le plus décisif de cette compétition avec sept contributions directes: 04 buts et 03 passes décisives. Avec lui, on peut citer Victor Osimhen qui a failli le regroupement. A l'origine de cette situation, un conflit interne entre ces deux cadres de l'équipe, lié à des questions de leadership, qui aurait fragilisé l'harmonie du

groupe. Une faille que les nôtres pourraient exploiter lors de cette empoignée. Par ailleurs, la formation sélection du Nigéria a finalement repris les entraînements, marquant un retour au calme après les récentes tensions liées au dossier des primes non perçues pour les quatre victoires consécutives face à l'Ouganda, au Mozambique, à la Tanzanie et à la Tunisie. Parallèlement à la préparation, une réunion aurait eu lieu pour régler définitivement la question des primes et d'assurer un climat serein au sein du groupe à l'approche de cette confrontation décisive.

M. Z.

Arbitrage - Changements de désignation à la dernière minute Quand les coulisses dictent les décisions

Les modifications inattendues dans la désignation des arbitres pour les quarts de finale continuent d'alimenter les interrogations et laissent planer un parfum de traché en coulisses. Une situation pour le moins confuse a régné autour de la désignation des arbitres appelés à officier lors des quarts de finale de la CAN.

Des arbitres ont été informés à la dernière minute de leur départ immédiat vers Tanger où ils doivent diriger le match Mali-Sénégal. C'est désormais l'arbitre sud-africain, Abongile Tom, qui dirigera la partie en remplacement de l'Algérien Moustapha Ghorbal. Aussi, la Fédération marocaine de football a réclamé un changement d'arbitre face au Cameroun, et a obtenu gain de cause. Un revirement qui fait polémique. Initialement, l'Égyptien Amin Omar avait été désigné pour diriger ce choc, une décision qui ne convenait pas à la FRMF, comme celle de choisir un arbitre algérien pour la VAR.

Une option qui a interrogé ses dirigeants au regard des tensions entre les deux pays. L'instance marocaine est montée au créneau et a fait céder la CAF, puisque c'est finalement le Mauritanien Dahane Beida qui a été choisi au centre, accompagné à la vidéo par le Ghanéen Daniel Laryéa.

Un revirement qui a provoqué la grande surprise de la Fédération camerounaise. La CAF a également écarté l'arbitre du match Algérie-Nigeria... pour ses crampons. Initialement désigné pour diriger ce match, l'arbitre somalien Omar Artan ne sera finalement pas au sifflet. L'instance continentale a constaté que l'arbitre portait des crampons appartenant à une marque non homologuée par la CAF. Ce manquement aux obligations contractuelles liées aux sponsors officiels de la compétition constitue une violation du règlement en vigueur. Des décisions qui ont surpris plus d'un quant aux critères de désignation adoptés.

Une telle gestion est jugée inédite dans l'histoire de ces compétitions, donnant l'impression d'une improvisation manifeste ; voire d'une véritable anarchie organisationnelle. Dès lors, si des erreurs d'arbitrage déterminantes venaient à entacher ces quarts de finale, la responsabilité ne saurait incomber aux arbitres eux-mêmes, mais bien aux instances ayant provoqué cette situation chaotique, devenue difficilement justifiable à ce stade de la compétition. Ce remue ménage inattendu sert certains intérêts et favorise le jeu de coulisses.

M. Zeggai

Les Verts de l'Europe Indisponibilité de trois mois pour Hadjam

Coup dur pour Jaouen Hadjam et pour le BSC Young Boys. L'international algérien sera indisponible pendant environ trois mois après une blessure plus grave que prévu contractée lors de la CAN.

Dans un premier temps, l'entourage médical espérait une atteinte sans gravité majeure. Mais la réalité s'est révélée bien plus préoccupante. Le verdict est tombé : le défenseur souffre d'une lésion de la

syndesmose à la cheville gauche, une blessure délicate qui nécessite obligatoirement une intervention chirurgicale.

Les Young Boys ont confirmé, via communiqué sur leur site officiel, que cette opération entraînera une absence estimée à près de trois mois de compétition. Une mauvaise nouvelle pour le club bernois, mais également pour l'EN qui disputera la Coupe du Monde l'été prochain.

Mercato : Accord trouvé entre l'O. Marseille et Abdelli

Un accord a été trouvé entre l'O. Marseille et l'international algérien d'Angers SCO, Himad Abdelli, en vue de la signature d'un contrat de cinq ans, ont rapporté les médias spécialisés français. Séduit par le projet sportif marseillais, Abdelli aurait été particulièrement convaincu par le discours de l'entraîneur italien Roberto De Zerbi. Le joueur de 25 ans appréciait déjà l'OM et a fait part de sa volonté de rejoindre le club phocéen, idéalement dès le mercato hivernal.

Toujours selon les mêmes sources, les clubs également intéressés par le profil du joueur algérien, notamment

l'Olympique lyonnais et le FC Séville, ont été informés par le joueur de son choix en faveur de Marseille, indique-t-on.

Toutefois, la concrétisation du dossier reste conditionnée à la situation financière de l'OM. Le président du club, Pablo Longoria, a rappelé récemment en conférence de presse que la priorité était d'abord de vendre des joueurs avant de pouvoir recruter. Ce n'est qu'après ces ventes que le club phocéen devrait entamer des négociations concrètes avec Angers SCO pour le transfert d'Abdelli.

Retour convaincant de Gouiri

Avant-hier, l'O. Marseille a affronté le Paris Saint-Germain lors du Trophée des Champions. Après trois mois d'absence, Amine Gouiri a fait son retour dans le onze marseillais, attirant l'attention par sa prestation. Titularisé par l'OM, Gouiri a montré une grande activité sur le terrain. Bien qu'il n'ait pas marqué, son implication dans les actions

offensives a été essentielle. Le match s'est terminé sur un score de 1-1 après le temps réglementaire, avec un PSG qui a finalement remporté le titre aux tirs au but (4-1). Les supporters de l'OM, bien que déçus par le résultat final, ont salué le retour d'un joueur qui pourrait être déterminant pour la suite de la saison.

Tiaret «On n'avait pas vu ça depuis 14 ans !»

« La capitale des Hauts-Plateaux de l'ouest n'avait pas vu ça depuis près de 14 ans », se souvient Djilali, un septuagénaire à la retraite en train d'immortaliser un moment magique avec ses petits-enfants sur une crête enneigée sur les hauteurs de la ville, près de la jumenterie de Tiaret.



El-Houari Dirmi

Par un heureux concours de circonstances, la poudreuse a commencé mardi soir, dès le coup de sifflet final de l'arbitre et la victoire épique de l'Algérie en Coupe d'Afrique des nations (CAN). Très vite, la ville s'est couverte d'un très joli manteau blanc, jetant sur la ville une clarté blafarde en pleine nuit, ressemblant presque à la lumière du jour. Un décor de carte postale qui a ravi petits et grands, après une très longue période de sécheresse. Bravant les températures glaciales, de très nombreux jeunes et moins jeunes, femmes et enfants, sont sortis pour fêter la victoire de l'équipe nationale mais aussi goûter à la joie de ce tableau de maître dessiné par Dame nature, couvrant toute la ville de beaux confettis de flocons de neige. Mais très vite, les routes se sont obstruées par les importantes chutes de neige, y compris dans le centre-ville où la circulation a été totalement paralysée. Mercredi matin, en raison de la circulation rendue très difficile par une chaussée enneigée, un bon nombre de

commerces ont gardé leurs rideaux fermés, y compris les boulangeries, les supérettes et autres pharmacies. La situation n'a commencé à revenir à la normale que jeudi dans la matinée, après le dégagement des routes bloquées et le salage des principales artères et rues de la ville de Tiaret. Une cellule de suivi, présidée par le wali, est restée mobilisée pendant plus de 48h pour superviser les opérations de déneigement des routes et apporter de l'aide et assistance aux automobilistes bloqués par la neige sur plusieurs axes routiers.

Le wali, Saïd Khalil, s'est rendu mercredi dans plusieurs communes comme Sougueur, Naïma et Aïn Dheb où il a supervisé la réouverture du trafic automobile à la circulation, et rendu visite au poste avancé de la protection civile à Aïn Dheb pour superviser les opérations de secours apportées aux automobilistes bloqués par la neige avec leurs familles. Depuis la soirée de mardi, 58 véhicules bloqués sur plusieurs axes routiers ont été dégagés. Il s'agit notamment de camions, de voitures de tourisme, de véhicules utilitaires,

ainsi que d'une ambulance. La majorité des interventions ont été enregistrées au niveau des virages de Guertoufa et Chemit sur la route nationale RN 23, dans la zone d'Ouled Boughedou sur la rocade est du chef-lieu de la wilaya, ainsi que dans la région de M'charref sur la RN 14, à Aïn Guesma sur la RN 90, et sur le chemin de wilaya CW 6 dans la daïra d'Aïn Kermes. Pour assurer le succès de ces opérations, les équipes de maintenance de la Direction des travaux publics ont été mobilisées, appuyées par des chasse-neige et des camions de salage.

Une présence renforcée des services de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale a également été enregistrée, en plus des élus locaux. Tard dans la soirée de mercredi, le chef de l'exécutif de wilaya, accompagné du directeur de la protection civile et les services de l'action sociale, s'est rendu dans plusieurs quartiers de la ville de Tiaret pour apporter aide et assistance aux personnes sans domicile fixe qui ont été évacuées vers les centres d'hébergement relevant de la direction de l'Action sociale.

Béchar Djellaoui inspecte les installations de la ligne ferroviaire minière

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a effectué, jeudi, une visite de travail et d'inspection des différentes infrastructures et installations réalisées dans le cadre du mégaprojet projet ferroviaire, couvrant les wilayas de Béchar, Beni-Abbès et Tindouf.

Au cours de cette visite, entrant dans le cadre des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la mise en service de la ligne ferroviaire minière ouest, durant ce mois de janvier, le ministre a pu constater l'achèvement total des travaux de cette ligne ferroviaire, longue de 950 km, finalisés fin décembre 2025.

Ce projet englobe sept gares, dont cinq sont entièrement achevées, tandis que les deux restantes sont en phase finale de réalisation.

Lors de cette visite, M. Djellaoui a également inspecté, en compagnie des autorités locales de la wilaya de Béchar, une partie du tracé de la ligne ferroviaire, à bord d'une locomotive spécialement dédiée aux essais techniques, où il a pris connaissance des premiers tests effectués, mardi, afin d'évaluer les performances techniques de la ligne, destinée à la valorisation du gisement de fer de Gara-Djebilet, de transport de voyageurs et de marchandises.

Une étape marquante de cette inspection a été la visite des travaux de nivellement du ballast au kilomètre 225, situé dans la wilaya de Béchar, a-t-on souligné. Cette opération vise à optimiser la vitesse des trains sur ce tracé, tout en s'assurant que les corrections nécessaires sont apportées pour garantir la conformité aux normes

techniques en vigueur, en vue de l'entrée en exploitation de cette ligne ferroviaire. Le ministre a également visité l'ensemble des installations et annexes de la nouvelle gare de Hamaguir, située à 170 km au sud de Béchar. Les travaux de cette gare et ses aménagements ont été achevés. Dans la wilaya de Beni-Abbès, il s'est rendu, en compagnie des autorités locales, à la gare de Tabelbala (400 km au sud de la wilaya), où il a pris connaissance de l'achèvement, dans des délais records, des travaux de réalisation. Sur place, M. Djellaoui a tenu à féliciter les entreprises engagées dans le projet, ainsi que les ouvriers et les cadres nationaux, pour leurs efforts considérables, qui ont permis la réalisation effective de cette infrastructure ferroviaire, et des autres infrastructures liées à ce mégaprojet ferroviaire.

Tlemcen, Tissemsilt Saisies de psychotropes, 14 arrestations

Les services de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen ont procédé à la saisie de 14.764 comprimés psychotropes et à l'arrestation de cinq individus, a indiqué, jeudi, un communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Selon le communiqué, l'opération a été menée par les éléments de la brigade de recherche et d'intervention relevant du service de wilaya de la police judiciaire de la Sûreté de Tlemcen, en coordination avec le service régional de lutte contre la criminalité organisée de la Sûreté de la wilaya d'Oran.

Cette action fait suite à la découverte de l'activité criminelle d'un réseau organisé opérant dans la wilaya de Tlemcen et étendant ses activités à des wilayas avoisinantes, spécialisé dans le trafic de drogues et de psychotropes.

Les investigations de terrain ont permis l'interception d'un véhicule au niveau du rond-point à l'entrée de la ville de Maghnia, menant à l'autoroute Est-Ouest, à bord duquel se trouvaient cinq individus, dont deux femmes.

Lors de la fouille du véhicule, les services de sécurité ont découvert la quantité précitée de psychotropes, ainsi que 100 grammes de kif traité et une somme d'argent de 39.500 dinars. Le véhicule a également été saisi.

Une procédure judiciaire a été en-

gagée à l'encontre des individus interpellés, qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes.

Dans la wilaya de Tissemsilt, les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de substances psychotropes à travers la wilaya et les wilayas limitrophes, et procédé à la saisie de 5739 comprimés psychotropes, selon un communiqué de ce corps de sécurité.

«Cette opération, menée dans le cadre de la lutte contre le crime organisé dans le territoire de la wilaya, notamment la lutte contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, a permis aux unités du Groupement territorial de la GN de Tissemsilt, représentées par la Section de recherches et d'investigations, de démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de substances psychotropes à travers le territoire de la wilaya et les wilayas limitrophes», précisait le communiqué.

L'opération a également permis «la saisie de 5739 comprimés psychotropes de type (Prégabaline 300 mg), d'un véhicule 4x4, de deux motos et d'une somme d'argent estimée à 252160.00 DA, ainsi que l'arrestation de neuf (9) individus».

«Après achèvement des procédures de l'enquête, les suspects ont été déferés devant les juridictions territorialement compétentes», conclut le communiqué.

Saïda Près de 120 km du réseau routier réhabilités

La wilaya de Saïda a bénéficié d'opérations de réhabilitation et d'entretien ayant concerné 119 km du réseau de chemins de wilaya (CW), durant le quinquennat 2020-2025, dans le cadre des efforts visant à améliorer l'état du réseau routier et à renforcer la mobilité des déplacements, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction des Travaux publics. La même source a précisé que, dans le cadre de ces projets supervisés par la direction des Travaux publics, il a été procédé à la réhabilitation et à l'entretien du chemin de wilaya (CW9) sur une distance de 17 km, dans la commune de Sidi Ahmed, ainsi que le CW 81 sur 9 km, du CW 92 dédoublée sur 12 km, dans la commune d'El-Hessasna, en plus du CW 58 sur 10 km dans la commune d'Ouled Brahimi.

Une enveloppe financière globale dépassant 1,64 milliard de dinars a été consacrée à la réalisation de ces projets, initiés dans le cadre du programme sectoriel, a fait savoir la même source.

Ces opérations ont contribué positive-

ment à la réhabilitation du réseau des chemins de wilaya, ainsi qu'à la facilitation de la circulation des personnes et des marchandises, ce qui se reflète favorablement sur les activités économique et commerciale de la région. Ce programme s'inscrit dans la stratégie de l'Etat visant à la remise à niveau du réseau routier de wilaya, en soutien au développement local et au renforcement de la liaison entre les différentes communes de la wilaya, a-t-on indiqué. La longueur totale du réseau des chemins de wilaya de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest est estimée à environ 650 km, selon les données de la Direction des travaux publics. Par ailleurs, les travaux de réalisation d'un tronçon dédoublé de la route nationale RN6, reliant les wilayas de Saïda et Mascara sur une distance de 23 km, se poursuivent, avec un taux d'avancement des travaux estimé à 60 %. Les délais de livraison de ce projet, dont le chantier a été lancé en janvier de l'année dernière, ont été fixés à 15 mois, note-on.

El Bayadh Une commission ministérielle à El Abiodh Sidi Cheikh

Une commission relevant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a effectué une visite à la circonscription administrative d'El Abiodh Sidi Cheikh (wilaya d'El Bayadh), afin de s'enquérir des préparatifs en cours pour la promotion de cette collectivité locale au rang de wilaya de plein exercice, a-t-on indiqué dans un communiqué de la circonscription administrative. La même source a souligné que, dans le cadre de l'élaboration d'une feuille de route visant à parachever l'installation des nouvelles wilayas, une commission du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a effectué une visite de terrain à la circonscription administrative d'El Abiodh

Sidi Cheikh, mardi et mercredi derniers. La délégation a été accueillie par le wali délégué d'El Abiodh Sidi Cheikh, Moudene Abderabi, en présence de cadres de la wilaya d'El Bayadh et de la wilaya déléguée d'El Abiodh Sidi Cheikh.

La visite a porté sur l'inspection des sièges des directions, ainsi que des structures administratives et sécuritaires, en vue d'évaluer leur état technique et fonctionnel. La commission a également examiné les infrastructures nécessitant des opérations d'aménagement ou d'extension, dans le but de proposer et d'inscrire de nouveaux projets susceptibles d'améliorer les conditions de travail et de renforcer la performance des services publics, a-t-on ajouté.

Marché de gros d'El Kerma 71 camions de fruits et légumes réceptionnés

K. Assia

71 camions de fruits et légumes provenant de plusieurs régions de l'ouest et du centre du pays à l'exemple de Mascara, Relizane, Mostaganem, Aïn Témouchent, Sidi Bel Abbès, Aïn Defla, Blida, Sétif, Oued Souf, Chlef, Biskra, In Salah, Alger et Tipaza ont été réceptionnés, jeudi, au marché de gros d'El Kerma. Un apport considérable pour approvisionner ce marché qui s'étend sur une superficie de 26 hectares et qui constitue une plateforme essentielle pour l'approvisionnement en fruits et légumes de la région ouest. Dans ce registre, la direction de cette enceinte commerciale tient à préciser que tous les produits sont disponibles notamment en cette saison de grand froid et un afflux considérable de commerçants et de citoyens a été enregistré au sein de ce marché. En

effet, de nouvelles mesures ont été prises, depuis plusieurs mois, pour promouvoir l'activité au sein de cette infrastructure avec l'aménagement d'un nouvel espace pour accueillir les agriculteurs et leur permettre de vendre leurs récoltes sans intermédiaire. En offrant aux producteurs un accès direct aux acheteurs, ce dispositif permet d'absorber un maximum de produits agricoles, ce qui devrait contribuer à stabiliser les prix sur le marché et améliorer la disponibilité des produits frais, particulièrement en période de forte production. Un autre espace a été réservé pour l'exportation et est fonctionnel depuis le mois d'octobre en plus d'un site qui sera aménagé et dédié aux grossistes. La direction a prévu plusieurs structures d'accompagnement et de commodités notamment pour les chauffeurs de camions entre autres, le tout dans le but de développer le

marché conformément aux normes requises. A vrai dire, des directives avaient été données, ces derniers mois, pour promouvoir la gestion du marché et augmenter ses recettes en tant qu'entreprise économique et ce afin qu'il contribue au développement de la wilaya.

Lors d'une conférence de presse animée conjointement en septembre dernier avec les membres de la fédération nationale des mandataires du marché de gros d'El Kerma affiliée au bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) d'Oran, le directeur du marché de gros d'El Kerma avait insisté sur la nécessité de coordonner les efforts afin de concrétiser les objectifs assignés pour le bon fonctionnement et le développement de cette enceinte commerciale et la hisser au diapason de la performance.

Oued Tlélat Distribution de décisions d'affectation de 140 logements LPL

Des décisions d'affectation de 140 logements de la formule promotionnelle libre (LPL) ont été distribuées dans la commune d'Oued Tlélat (Oran), a-t-on appris, jeudi, auprès de l'Agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine.

L'opération de distribution s'est déroulée, hier mercredi, en présence du chef de daïra et du P/APC de la commune d'Oued Tlélat, dans une ambiance de joie et de satisfaction parmi les bénéficiaires. Elle a concerné deux programmes de logements comprenant respectivement 100 et 40 logements promotionnels libres

de type F3 (trois pièces). Ces unités d'habitation sont constituées d'immeubles de cinq étages et disposent de l'ensemble des commodités nécessaires, notamment les aménagements extérieurs, l'éclairage public, les espaces verts, ainsi que des aires dédiées aux jeux pour enfants.

Par ailleurs, la même agence entamera, dans les prochains jours, la distribution de 30 logements de la formule promotionnelle aidée (LPA) dans sa nouvelle version, dès l'achèvement des procédures administratives liées à l'opération de tirage au sort pour la localisation des bénéficiaires, prévue la se-

maine prochaine. D'autre part, l'Agence de wilaya de gestion et de régulation foncière urbaine prend en charge la réalisation de 80 logements promotionnels aidés dans leur nouvelle formule, dans la commune de Mers El Hadjadj, dont le taux d'avancement des travaux a dépassé 70 pourcent, sachant que leur livraison est prévue au cours du mois d'avril prochain.

L'Agence assure également la réalisation de 60 logements similaires, ainsi que quatre logements de la formule promotionnelle libre (LPL) dans la commune de Boutlélis, a-t-on indiqué.

Trois forêts récréatives concernées Lancement des procédures de délivrance des autorisations d'exploitation

La conservation des forêts de la wilaya d'Oran a lancé, récemment, les procédures d'octroi des autorisations d'exploitation de trois forêts récréatives, en vue de leur transformation en espaces touristiques et de loisirs, en parcs ouverts aux visiteurs et en lieux de détente pour les familles, a-t-on appris, mercredi, auprès de cette instance.

Il s'agit de la forêt de «Ras El Aïn» dans la commune de Gdyl, d'une superficie dépassant 34 hectares, de la forêt de «Madagh» dans la commune d'Aïn El Kerma, d'une super-

ficie de plus de 21 hectares, ainsi que de la forêt «Les Plateaux» dans la commune d'Arzew, dont la superficie dépasse 18 hectares, a précisé à l'APS la chargée du bureau des parcs et de l'aménagement des produits à la conservation des forêts, Ziane Wahiba.

Dans ce cadre, la conservation a publié des avis de manifestation d'intérêt pour l'exploitation de ces forêts sur sa page officielle.

Il est à noter qu'une autorisation d'exploitation a été accordée, récemment, pour la forêt «El Men-

zah» (ex-Canastel), dans la commune d'Oran, s'étendant sur une superficie de plus de 23 hectares, selon la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la circulaire interministérielle 156 du 10 février 2015, relative à la mise en œuvre des dispositions du décret exécutif du 19 octobre 2006, fixant le régime juridique des autorisations d'exploitation des forêts, ainsi que les conditions et les modalités de leur attribution, a-t-on indiqué.

5^e Salon international de la santé et du tourisme AMTEX Plus de 40 exposants attendus le 5 février

Plus de 40 exposants nationaux et étrangers prendront part à la 5^e édition du Salon international de la santé, du tourisme et de l'investissement médical (AMTEX 2026), prévue à Oran les 5 et 6 février prochain, a-t-on appris, mercredi, du commissaire de cette manifestation. Cette édition, placée sous le patronage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, «reflète l'importance accordée au développement du secteur du tourisme médical et à l'investissement médical en Algérie, ainsi qu'au rôle stratégique d'AMTEX en tant que plateforme d'échange, de coopération et de promotion de l'expertise nationale et internationale», a indiqué à l'APS, Dr Yasser Badour.

Organisé par «Pharmex Consulting» dans un contexte de transfor-

mation du système de santé, du développement du tourisme et de diversification économique, AMTEX 2026 ambitionne de «consolider la place de l'Algérie en tant que pôle régional de soins, de bien-être et d'investissement médical, en mettant en avant les opportunités offertes dans les domaines de la médecine spécialisée, du thermalisme, de la thalassothérapie et des services de santé innovants», a-t-il fait savoir.

AMTEX 2026 se veut également «un espace de dialogue stratégique, de promotion de l'excellence médicale et de valorisation du potentiel algérien en matière de santé et de tourisme médical», a ajouté Dr Badour. Cette 5^e édition se distingue par une approche axée sur le développement du tourisme médical et thermal, l'améliora-

tion du parcours de soins du patient, l'attractivité de l'investissement médical en Algérie, la coopération internationale et le transfert de savoir-faire. Le salon connaîtra la participation d'institutions officielles, d'établissements hospitaliers, de cliniques et centres de thermalisme et de thalassothérapie, de professionnels de la santé et du tourisme, d'experts, d'universitaires et d'opérateurs du tourisme médical, entre autres.

Un riche programme scientifique a été établi pour l'occasion, notamment des conférences thématiques, des tables rondes, des communications scientifiques, des espaces d'exposition et de rencontres B2B permettant d'échanger autour des enjeux actuels et des perspectives d'avenir du secteur, a-t-on noté.

26 rue Larbi Ben M'hidi Des familles sous la menace d'un effondrement

J. Boukraa

Au cœur du centre-ville d'Oran, à la rue Larbi Ben M'hidi, des familles vivent quotidiennement dans la peur. L'immeuble n°26, situé au secteur urbain El Emir, présente un état de dégradation avancé qui fait craindre un effondrement à tout moment. Une situation jugée critique par les occupants, qui interpellent une nouvelle fois les pouvoirs publics afin d'éviter une catastrophe humaine.

Ils sollicitent les services concernés pour dépêcher une commission d'enquête afin de constater de visu la situation dans la quelle ils vivent et de prendre les mesures adéquates. Composé de quatre niveaux, le bâtiment a déjà subi plusieurs effondrements partiels au fil des années. Les récentes intempéries ayant touché la wilaya d'Oran n'ont fait qu'aggraver une situation déjà fragile, ravivant l'inquiétude des habitants.

Les escaliers, fragilisés par les effondrements successifs, sont aujourd'hui maintenus par des échafaudages et des pieds-droits, permettant tant bien que mal aux résidents d'accéder à leurs logements. Toutefois, l'écartement entre les marches et les murs porteurs ne cesse de s'élargir, laissant apparaître des fissures béantes accompagnées de bruits de craquement

inquiétants, particulièrement perceptibles durant la nuit. Au troisième étage, une partie du toit d'un appartement s'est effondrée, rendant une grande portion du logement inhabitable. « Les dalles bougent dès qu'on pose le pied dessus. On vit avec la peur permanente de tout voir s'écrouler sur nous », confie un locataire, visiblement éprouvé. Pour lui, chaque jour passé dans cet immeuble est vécu comme un sursis.

« Une opération de réhabilitation avait pourtant été annoncée, accompagnée d'une étude technique lancée en 2020. Mais sur le terrain, aucune amélioration concrète n'a été constatée. Bien au contraire, les murs lézardés, les planchers instables, les escaliers soutenus artificiellement et une devanture dangereusement fragilisée témoignent de l'aggravation de l'état général du bâtiment. Cette façade, située sur une artère très fréquentée et commerçante, représente également un danger réel pour les passants, des fragments de pierres se détachant régulièrement » a-t-il ajouté. Il lance un appel pressant au wali d'Oran afin qu'il intervienne en urgence. En attendant une décision salvatrice, ces familles continuent de vivre sous un toit qu'elles savent instable, redoutant qu'un nouvel épisode pluvieux ou une simple vibration ne déclenche l'irréparable.

Spécialisés dans le vol de véhicules Deux réseaux démantelés

K. Assia

Deux réseaux criminels spécialisés dans le vol des véhicules viennent de tomber dans les filets de la brigade de lutte contre le vol des voitures relevant de la sûreté d'Oran. 7 individus dont deux font l'objet de deux mandats d'arrêt ont été appréhendés et un véhicule volé a été récupéré. La première opération a été menée après une plainte déposée pour vol de véhicules. Les enquêteurs ont réussi à arrêter la tête pensante du réseau de sorte que les investigations ont révélé que le mis en cause a volé

trois véhicules. Trois individus impliqués dans ces affaires ont été aussi appréhendés. Par ailleurs, la seconde opération a été lancée après des plaintes déposées pour vol de véhicules. Les policiers ont arrêté trois malfaiteurs ce qui porte le nombre des personnes mises hors d'état de nuire à 7.

Les mis en cause opéraient avec violence en utilisant des armes blanches pour délester leurs victimes de leurs véhicules. Un véhicule volé a été récupéré. Les mis en cause ont été présentés au tribunal d'Es-Sénia et placés sous mandat de dépôt.

Lutte contre les bandes de quartier Six individus arrêtés et des armes blanches récupérées

Agissant sur la base d'informations indiquant que des individus commercialisent des stupéfiants en créant une bande de quartier avec menace à l'arme blanche, les éléments de la 4^{ème} sûreté urbaine ont réussi à mettre la main sur six personnes. La perquisition ordonnée par le tribunal

d'Oran dans les domiciles des malfaiteurs a donné lieu à la saisie d'un lot d'armes blanches que les auteurs utilisaient dans leurs activités criminelles. Une quantité de stupéfiants a été aussi saisie. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

K.Assia

Hassi Ameer Six personnes blessées dans le dérapage d'un bus

Six personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu jeudi dans la wilaya d'Oran. Le sinistre s'est produit suite au dérapage d'un bus au niveau de la zone industrielle de Hassi Ameer, relevant de la commune de Hassi Bounif, dans la daïra de Bir El Djir, selon les informations fournies par les services de la Protection civile. Les équipes de secours se sont rapidement rendues sur les lieux afin de pren-

dre en charge les victimes et sécuriser la zone.

Le dérapage du bus a entraîné des blessures de gravité variable chez six personnes. Les blessés ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacués vers l'établissement hospitalier le plus proche pour une prise en charge médicale approfondie. Une enquête a été ouverte par les services compétents afin de déterminer les causes de cet incident.

J.B.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

21 rajab 1447				
El Fedjr 06h35	Dohr 13h10	Assar 15h49	Maghreb 18h08	Icha 19h36



Médéa

Projets d'équipements publics dans différents pôles urbains

Plusieurs projets d'équipements publics, incluant des structures éducatives, sanitaires et sécuritaires, seront prochainement lancés à travers la wilaya de Médéa, dans le cadre de l'aménagement des cités d'habitat intégré, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction des équipements publics (DEP).

Ces projets visent à doter les nouvelles cités d'un ensemble de structures offrant aux résidents différents services contribuant à améliorer leur cadre de vie, a fait savoir le directeur local des équipements publics, Redouane Houas.

Il a notamment fait part de la programmation d'un projet de construc-

tion de nouvelles structures éducatives couvrant les trois cycles, qui viendront s'ajouter à des projets déjà concrétisés au niveau de ces cités.

M. Houas a évoqué, dans ce contexte, le lancement prochain des chantiers de réalisation de lycées, collèges d'enseignement moyen (CEM) et groupes scolaires dans les pôles urbains d'El-Omaria, de Mezghena, de Draa-Smar et de Berrouaghia dans le cadre de l'aménagement de ces cités d'habitat intégré. Ces cités seront également dotées de polycliniques pour assurer aux résidents des prestations sanitaires de proximité et de désengorger les établissements hospitaliers de la région, a-t-il ajouté.

Blida

Sortie d'une promotion d'agents de police

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, accompagné du Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, a présidé jeudi la cérémonie de sortie de la 62e promotion unifiée d'agents de police (promotion du 28 décembre 2024), à l'Ecole d'application de la Sûreté nationale Abdelmadjid-Bouzbid de Soumaâ. La cérémonie de sortie de la 62e promotion, qui porte le nom du martyr du devoir national "Djeghboub Salah", a été suivie par des membres du gouvernement, des représentants d'organismes nationaux et les familles des diplômés.

A cette occasion, le directeur de l'Ecole d'application de la Sûreté nationale, le contrôleur de police Mohamed Cherif Boudrouache, a précisé que cette promotion comptait 1394 diplômés, dont 1003 étudiants de l'école et 309 étudiants de l'annexe de M'Sila, ainsi que 82 diplômés du Centre d'entraînement de Beni Merad.

M. Boudrouache a ajouté que la promotion diplômée avait suivi une formation de base de 12 mois, comprenant des cours théoriques et pratiques. Cette formation a débuté par une intensification des activités de préparation physique et psychologique, et a également inclus l'enseignement de

matières juridiques, soutenu par des activités pratiques au sein de l'école.

Il a souligné que ces connaissances avaient été renforcées par une formation pratique sur le terrain, au sein des services opérationnels.

Il a précisé que les établissements de formation de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) avaient adopté le modèle de l'approche par compétences pour les programmes et cursus de formation des différentes spécialités policières, dans le cadre de visions et de plans stratégiques visant à développer le système de formation policière. L'objectif est de former des ressources humaines compétentes et qualifiées pour exercer leurs fonctions professionnelles avec un haut niveau de professionnalisme, afin de fournir des services de sécurité de qualité répondant aux attentes des citoyens et des autorités supérieures du pays.

Le même responsable a également appelé les agents diplômés à "faire preuve de loyauté et de discipline, à appliquer strictement les lois de la République et à préserver la sécurité du pays".

La cérémonie a débuté par l'inspection de la promotion par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, puis par la remise des grades. Les agents diplômés ont ensuite

présenté une série de démonstrations témoignant de leur haut niveau de préparation. Des inspectrices de police, étudiantes à l'Ecole de formation des officiers de police "Ahmed Loulou" de Sétif, ainsi qu'un certain nombre d'étudiants agents de police de l'Ecole de police "Mohamed Ouadah" d'Aïn Benian (Alger), ont également participé à l'animation de cette cérémonie.

Pour rappel, le martyr du devoir national, dont la promotion des diplômés porte le nom, le commissaire de police Djeghboub Salah, est né en 1942 à Blida. Il a rejoint les rangs de la Sûreté nationale le 10 août 1964 et a gravi les échelons au cours de sa carrière, exerçant dans plusieurs sièges de la sûreté de wilayas, dont celui de la wilaya de Blida en 1988. Le 1er avril 1992, il a été victime d'un lâche attentat terroriste qui a entraîné sa mort en martyr, dans la ville de Sidi Moussa. Conformément aux dispositions du décret exécutif relatif aux victimes du terrorisme, il a été promu au grade de commissaire de police.

Bouira

Neuf blessés dans des accidents de la route

Farid Haddouche

L'unité secondaire de Lakhdaria est intervenue avant-hier, à 12h52, à la suite d'un accident de la route survenu sur l'autoroute Est-Ouest en direction de Bouira, dans la commune de Lakhdaria. L'accident, un carambolage impliquant deux voitures et un bus, a fait 4 blessés. Ces derniers ont été pris en charge avant d'être évacués vers l'hôpital de Lakhdaria.

La protection civile est intervenue plus tard à la suite d'un autre accident survenu sur l'autoroute Est-Ouest en direction d'Alger, à l'intérieur du tunnel de Bouzegza, dans la commune de Lakhdaria. Une collision entre trois véhicules, a fait 3 blessés légers, évacués vers le même établissement de santé.

Un troisième accident s'est produit au niveau du village de Tiliouine. Les éléments de la protection civile de Kadiria sont intervenus sur l'autoroute Est-Ouest en direction d'Alger, dans la commune de Lakhdaria. Un carambolage impliquant quatre véhicules a fait 2 blessés, évacués vers l'hôpital de Lakhdaria.

Touggourt

Près de 11.000 logements en chantier

Pas moins de 10.966 unités de logements, de différentes formules, sont en cours de réalisation à travers la wilaya de Touggourt, a-t-on appris des services de la wilaya.

Ces projets, répartis à travers différentes communes et dont les chantiers sont à différents taux d'avancement, englobent 2.680 logements de type public locatif, 1.453 logements promotionnels aidés et 840 logements de la formule location-vente, a-t-on détaillé. Ils concer-

nent aussi 2.159 unités d'habitat rural et 3.834 lots de terrains destinés à l'auto-construction dans le cadre des lotissements sociaux, a-t-on ajouté. Le secteur de l'Habitat a connu, ces dernières années, une véritable dynamique dans la wilaya de Touggourt, grâce aux différents programmes dont a bénéficié et qui ont donné lieu à la réalisation et la distribution de 23.785 unités de logement, au cours des cinq (5) dernières années, selon la même source.

Annaba

12 nouvelles stations de téléphonie mobile

Les travaux d'installation de 12 nouvelles stations de téléphonie mobile seront prochainement lancés dans plusieurs régions de la wilaya d'Annaba dans le cadre des efforts de consolidation de la couverture réseau et l'amélioration de la qualité des services, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de la poste et des télécommunications.

Dans une déclaration à l'APS, M. Rabah Bouibia a précisé que l'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme sectoriel intégré visant à éliminer progressivement les zones d'ombre et développer la qualité des services de téléphonie mobile et d'internet dans les campagnes et les localités enclavées.

Le même responsable a indiqué que le secteur a réalisé dernièrement une avancée en matière d'élargissement du réseau de téléphonie mobile par l'installation de 68 stations mises en service en plus du lancement « prochain » des travaux d'installation de 12 autres stations dans plusieurs communes en fonction d'études techni-

ques tenant compte des normes en vigueur et la densité urbaine.

Dans le cadre du fonds du service universel des communications visant à étendre la couverture aux localités reculées, le même responsable a fait état de proposition auprès des instances concernées pour l'installation d'autres stations dans les villages de la commune d'El Eulma (Bir Merdja, Bir Nessara, Bir Mekhalfa, Rayhane, Lekbail et Ouled Toumi).

Ces efforts, a-t-il ajouté, traduisent la détermination des pouvoirs publics à garantir le droit du citoyen à l'accès aux services de communication et à l'équité dans la répartition des projets de sorte à soutenir le développement local et favoriser l'intégration numérique sur l'ensemble du territoire de la wilaya.

Selon le même responsable, les services de la direction de la poste et des télécommunications poursuivent la coordination avec les divers organismes pour le suivi de ces projets jusqu'à leur concrétisation pour répondre aux besoins des citoyens.

Biskra

Remise d'actes de propriété aux bénéficiaires de lotissements sociaux

Une cérémonie de remise des actes de propriété à 200 bénéficiaires de lotissements sociaux a été organisée jeudi dans la wilaya de Biskra.

Ces actes viennent s'ajouter à plus de 15.000 autres actes établis au cours de ces dernières années, a précisé le directeur des domaines, Ahmed Boucherit au cours de la cérémonie présidée au siège de la wilaya par les autorités locales.

Le taux d'avancement de l'opération d'élabora-

tion des actes de propriété au profit de plus de 17.000 bénéficiaires de lotissements sociaux atteint actuellement 86 %, selon le même responsable qui a relevé que l'opération se poursuivra pour établir les actes restants dans les proches délais.

Selon M. Boucherit, plus de 17.000 citoyens ont bénéficié dans la wilaya de Biskra de terrains pour réaliser leurs habitations sur des lotissements sociaux divisés en 48 lots à travers les communes.

Alger

Escroquerie, vol : deux bandes démantelées

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont démantelé, le week-end dernier, deux bandes criminelles pour faux en écritures administratives, a indiqué jeudi un communiqué de ce corps de sécurité. Les services de Sûreté de wilaya d'Alger, "représentés par la brigade des atteintes aux biens relevant de la 3e circonscription de la police judiciaire d'El Biar, ont réussi, le weekend dernier, à démanteler deux bandes criminelles pour faux en écritures administratives, escroquerie de plusieurs victimes et cambriolage d'un domicile à Alger", selon la même source.

Cette opération est intervenue après la réception par les mêmes services de plaintes de citoyens victimes d'escroquerie, de faux et de vol de leurs biens, ajoute le communiqué précisant que "les

auteurs ont dérobé des meubles de maison à l'intérieur du domicile de l'une des victimes". L'enquête menée par les éléments du service, sous la supervision du parquet territorialement compétent, ont permis d'identifier les suspects et de les arrêter en un temps record. Il s'agit de six (6) individus repris de justice, dont une femme". L'opération a également permis la "récupération d'objets volés et la saisie de meubles de maison, d'une somme d'argent en monnaie nationale estimée à six (6) millions 300 mille centimes, en plus de trois téléphones portables utilisés dans l'opération de falsification, ainsi que des documents bancaires falsifiés et du matériel informatique". Ainsi, "les mis en cause ont été présentés devant le parquet territorialement compétent", conclut le communiqué.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

21 rajeb 1447

El Fedjr 06h29	Dohr 12h56	Assar 15h32	Maghreb 17h54	Icha 19h17
Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
El Fedjr 06h15	Dohr 12h42	Assar 15h19	Maghreb 17h41	Icha 19h04



Relancée par le bond de l'IA La course à la conduite quasi autonome pour les particuliers

Malgré l'essor des robotaxis, une véritable conduite autonome pour les particuliers est encore loin, au vu du coût et des freins juridiques ou réglementaires. Toutefois, grâce aux progrès de l'IA, les voitures capables de rouler toutes seules, mais sous la responsabilité du conducteur humain, se multiplient. Lâcher le volant n'est plus une fantaisie: les robotaxis de Waymo aux États-Unis et de son homologue chinois Apollo Go, en croissance rapide depuis un an, ont fait la démonstration de la fiabilité d'une conduite autonome de niveau 4 (où la responsabilité incombe à la machine dans un territoire donné).

Derrière eux, la concurrence grandit, comme celle d'Uber. Au CES, le salon de la tech de Las Vegas, la plateforme VTC a dévoilé lundi le robotaxi Lucid qui doit défier Waymo à San Francisco au 2e semestre. Offrir cette expérience en masse aux propriétaires de véhicules reste l'horizon de l'industrie, qui vante largement ses avancées dans les couloirs du salon. Mais «je ne le vois pas arriver avant des années», estime Marc Amblard, expert directeur d'Orsay Consulting.

Seul Tensor, une start-up de la Silicon Valley, est présente à Vegas avec une voiture particulière de niveau 4, dont les premiers modèles vendus sont censés rouler dans les prochains mois.

Présenté comme la «première voiture-robot personnelle sur terre», il s'agit d'un véhicule de luxe, équipé de 34 caméras, 5 lasers lidars, plus d'une centaine de capteurs, pour un prix estimé autour de 200.000 dollars. Sa conduite autonome sera li-

mitée aux zones autorisées. L'entreprise a pour l'heure une autorisation en Californie pour ses tests et pourrait bénéficier des législations favorables du Texas, du Nevada ou de l'Arizona, ainsi que de son partenariat aux Emirats arabes unis.

SÉCURITÉ HUMAINE OU IA ?

C'est donc du côté de la conduite assistée de niveau 2, celle où le conducteur doit être prêt à reprendre les commandes, que s'épanouissent les projets phares de l'industrie. Ceux-ci vont de plus en plus loin dans l'autonomisation, en grande partie grâce aux avancées de l'IA qui rendent l'ordinateur plus efficace avec moins de coûteux capteurs. «L'IA optimise les coûts», celui de «la puissance de calcul va diminuer au cours du temps» et «le prix des capteurs baisse rapidement (-10% par an pour les plus onéreux)», estime Mikaël Le Mouëllic, expert du Boston Consulting Group.

«Au niveau 2, vous pouvez offrir une autonomie de plus en plus avancée (...) et le filet de sécurité, c'est le conducteur», explique Pier-Paolo Porta, directeur marketing d'Ambarella, un des acteurs de la démocratisation de la conduite autonome via le développement de capteurs plus efficaces avec l'IA. Une conduite où le volant et les pédales sont opérés par l'ordinateur, tout en restant légalement au niveau 2, c'est l'expérience qu'offre déjà Tesla aux États-Unis, avec son système FSD (Full self-driving) et les constructeurs Xiaomi ou BYD en Chine, deux pays où la législation le permet. C'est sur créneau que la concurrence s'aigui-



se. Lundi, Nvidia a dévoilé Alpamayo, une IA de conduite autonome, qui sera progressivement disponible en 2026 sur des Mercedes électriques CLA aux États-Unis.

«Alpamayo apporte le raisonnement aux véhicules autonomes, leur permettant de réfléchir à des scénarios rares, de conduire en toute sécurité dans des environnements complexes et d'expliquer leurs décisions de conduite», s'est félicité Jensen Huang, le patron du géant des puces. «C'est le moment ChatGPT de l'IA physique», assure-t-il.

Lors d'une démonstration en dé-

cembre en présence de l'AFP, le pilote automatique, sur un trajet défini sur Google Maps, a conduit la Mercedes avec souplesse dans les rues embouteillées de San Francisco, nécessitant une seule intervention humaine pour doubler une ambulance arrêtée au milieu de la route.

Dans ce système, commercialisable auprès d'autres constructeurs et dont le logiciel est open source, donc libre d'être repris et modifié, le pilotage est confié à une IA générative en temps réel, supervisée par un modèle informatique classique en cas d'hallucinations. A la différence

de Waymo, Alpamayo peut ainsi rouler sur des routes non cartographiées au préalable.

Son concurrent Qualcomm montre, lui, à Las Vegas les prémices d'un système similaire, piloté par une IA embarquée, avec sa puce Snapdragon. Quant à Nissan, il a annoncé en décembre intégrer bientôt l'IA le logiciel de conduite autonome de la start-up britannique Wayve sur une large part de sa gamme.

Avec un objectif identique : offrir les sensations de l'autonomie tout en laissant la responsabilité juridique... à l'être humain.

Moins chers et plus légers Les exosquelettes s'insèrent dans nos vies



Désormais moins encombrants et plus abordables, les exosquelettes partent à l'assaut du grand public, des randonneurs aux seniors, leurs fabricants espérant que leur usage se banalise. Impossible de les rater dans les allées du salon de la technologie grand public CES à Las Vegas.

Ils sont partout, très prisés des visiteurs avides d'essayer ces armatures métalliques qui, selon les modèles, entraînent les jambes, soutiennent les genoux et renforcent le dos, voire les trois à la fois.

Elle est bien loin, la carapace Hardiman, premier exosquelette de l'ère moderne créé par l'ingénieur Ralph Mosher pour General Electric au milieu des années 60, à l'allure massive, proche des créatures Transformers.

Plusieurs modèles présentés à Las Vegas pèsent moins de deux kilos sans batterie. Et leurs barres de soutien, reliées à une ceinture et à des attaches au-dessus du genou, épousent les cuisses pour se faire plus discrètes. Si les exosquelettes ont fait progressivement leur entrée il y a plus de vingt ans dans l'industrie et le milieu médical, pour soulager des manutentionnaires ou aider à la rééducation de patients, ils restaient jusqu'ici des produits de niche. Aujourd'hui, une volée de start-up veulent capitaliser sur la miniaturisation de l'équipement, l'autonomie renforcée de la batterie (certaines tenant jusqu'à dix heures) et des prix plus abordables pour intéresser au-delà.

Plusieurs d'entre elles proposent des produits

autour de mille dollars l'unité, équipés de capteurs qui permettent, grâce à l'intelligence artificielle (IA), d'adapter l'assistance mécanique en fonction du terrain et de la cadence de marche. Certains sont aussi faits pour courir, comme Dnsys qui revendique même 27 km/h de vitesse maximum, un rythme plus rapide qu'un sprint pour l'immense majorité des humains.

Marcheurs occasionnels ou randonneurs confirmés, tous sont ciblés par les fabricants d'exosquelettes, presque exclusivement chinois, qui voient le marché américain comme un eldorado. «Ce n'est qu'une question de temps avant que ça n'atteigne une masse critique et devienne, peut-être, aussi commun que les montres ou les lunettes connectées», pro-

met Toby Knisely, responsable de la communication d'Hypershell, qui dit avoir déjà écoulé 20.000 exemplaires.

«PAS LE TRAVAIL À VOTRE PLACE»

Après avoir effectué un essai d'un exosquelette d'Ascentiz, Trevor Bills, entrepreneur canadien de passage au CES, est plutôt séduit. «Ça fonctionne», dit-il, mais, pour autant, «quand vous bougez, vous le sentez à peine parce qu'il s'adapte à votre rythme. C'est seulement quand je me suis arrêté après avoir couru que ça résistait un peu.» Parmi les obstacles à surmonter, l'idée que les exosquelettes diminuent l'effort physique et atténuent les bénéfices de l'exercice pour la santé. «Attention, ça ne fait pas le travail à votre place», répond Trevor Bills, qui montre son front brillant de sueur. «Si ça fait sortir les gens, que cela les rend plus actifs, c'est positif.»

«Nombreux sont ceux qui aimeraient bien aller jusqu'au sommet, mais qui n'y parviennent pas», argue Sha Feng, co-fondateur d'Ascentiz. «Avec cette aide, ils vont plus profiter de la montagne et probablement sortir davantage.» La moitié des clients de Dnsys sont des plus de 50 ans «qui aiment marcher, mais qui le font moins parce qu'ils vieillissent», souligne Xiangyu Li, co-fondatrice de Dnsys. Hypershell indique sur son site qu'un usager doit «être capable de marcher et de trouver son équilibre seul», précise Toby Knisely, «pour être certain que tout le monde utilise (l'appareil) de façon sûre» et pas comme un tuteur ou une béquille. A mesure que ces machines apparaissent de plus en plus dans les rues, l'anxiété sociale, soit la gêne associée à l'idée de porter un exosquelette récréatif, s'efface peu à peu, dit le communicant, en grande partie du fait d'un aspect moins voyant. «Les gens ne veulent pas avoir l'air de robots», constate Xiangyu Li. «Nous allons rendre (les exosquelettes) plus légers et plus facile à mettre, pour qu'ils deviennent comme un vêtement valorisant esthétiquement dans la vie de tous les jours.»

Tempêtes et neiges et moins 20 degrés
en Allemagne

De fortes intempéries sur une partie de l'Europe

Tempête Goretti au Royaume-Uni et en France, tempête de neige Elli en Allemagne: une partie de l'Europe, où sévit une vague de froid, affrontait vendredi de nouvelles intempéries, après de violentes rafales de vent et d'importantes coupures d'électricité.



En France, où le vent a parfois dépassé 200 km/h dans le nord-ouest, 380.000 foyers étaient privés d'électricité vendredi à 06h00 (05H00 GMT), a annoncé le gestionnaire de réseau Enedis.

Des rafales frôlant les 160 km/h ont aussi balayé le sud-ouest de l'Angleterre et le pays de Galles, laissant des dizaines de milliers de foyers sans électricité, abattant des arbres et perturbant les déplacements. En France, la majorité des interventions dans la trentaine de départements concernés par les vents violents portait sur des chutes d'arbres, des toitures

arrachées ou des chutes de lignes électriques. Aucune victime grave des intempéries n'était recensée dans les premiers bilans vendredi matin par les autorités françaises, qui ont évoqué six blessés légers.

Une rafale à 213km/h a été enregistrée dans la nuit dans le département de la Manche (nord-ouest), placé un temps en vigilance rouge et où les écoles seront fermées vendredi. Le port de Dieppe (nord-ouest) a été fermé en raison de la montée du niveau de l'eau, sous l'effet de la tempête qui a également provoqué des «inondations importantes» à Etretat et à Fécamp (nord-ouest), selon la préfecture. Aucun dégât majeur n'était signalé dans les autres départements français vendredi matin, mais les autorités appellent toujours à limiter les déplacements et faire preuve de prudence sur les routes.

En région parisienne, les intempéries ont provoqué des chutes d'arbres qui perturbent la circulation des trains.

Météo-France avait cependant confirmé le retour au calme dans la matinée dans la quasi-totalité des départements français, le sud-ouest restant placé en vigilance

«orange» pour vent violent jusqu'à 18H00.

RAFALES DE VENT «EXCEPTIONNELLES»

Avec ses rafales de vent «exceptionnelles», selon l'agence britannique de météorologie (Met office), la tempête Goretti, accompagnée de chutes de neige, balaye le Royaume-Uni depuis jeudi en fin de journée.

Le Met Office a émis une rare alerte rouge aux vents violents, le niveau le plus élevé, pour les îles Scilly et une grande partie de la région des Cornouailles.

Selon la BBC, 65.000 foyers ont été privés d'électricité - notamment dans cette dernière région - en raison de la tempête. Au total, l'alerte rouge concerne environ un demi-million de personnes.

Le Met Office a également prévenu que de «très grandes vagues rendront certaines zones côtières très dangereuses». La circulation des trains dans le sud-ouest des Cornouailles a été suspendue jeudi soir et devrait rester affectée durant deux jours, selon la compagnie nationale des chemins de fer.

En Allemagne, plusieurs villes du nord, dont Hambourg et Brême, ont prévu de fermer les écoles vendredi en raison du passage de la tempête Elli, qui s'accompagne de neige et de vents violents.

Les chemins de fer allemands Deutsche Bahn ont annoncé interrompre «au moins jusqu'à midi» vendredi le trafic des trains longue distance dans le nord du pays, qui «n'est plus possible», notamment autour de Hanovre.

Deutsche Bahn anticipe d'importantes perturbations dans les prochains jours. Plus de 14.000 employés sont mobilisés pour déneiger et dégivrer les quais et les voies, a précisé l'entreprise.

Le premier constructeur automobile du continent, Volkswagen, fermera vendredi son site d'Emden (nord-ouest), où travaillent 8.000 ouvriers, a annoncé Christian Schiebold, porte-parole du groupe, à l'AFP.

-20°C EN ALLEMAGNE

La tempête doit balayer l'ensemble du pays, touchant plus particulièrement le nord et le nord-est, où jusqu'à 15 centimètres de neige sont attendus.

Ces précipitations seront accompagnées de rafales soutenues, favorisant la formation de congères (amas de neige façonnés par le vent), selon le service national de météorologie (DWD).

Les températures minimales devraient chuter ce week-end à -10°C, voire jusqu'à -20°C localement, selon le DWD. Le quotidien populaire Bild a fait état d'hôpitaux saturés par l'afflux de patients victimes de chutes sur des voies verglacées, ainsi que de fortes perturbations dans les transports en commun et sur le réseau routier autour de Hambourg.

VOLS RETARDÉS À MOSCOU

En Russie également, de fortes chutes de neige s'abattaient vendredi matin sur Moscou. «Plus de 300 vols» étaient retardés ou annulés dans quatre aéroports de la région de Moscou en raison de la neige abondante, a indiqué l'agence RIA Novosti, citant des sources aéroportuaires. Les aéroports de Chérémétévo, Vnoukovo, Domodedovo et Joukovski «fonctionnent normalement», a expliqué RIA Novosti. «Les retards sont dus à la nécessité de dégager les pistes et de dégivrer les avions».

Après la mort d'une femme tuée par un policier de l'immigration Manifestations à Minneapolis

Des centaines de personnes se sont rassemblées jeudi à Minneapolis pour protester après la mort d'une habitante tuée la veille par la police de l'immigration, provoquant de brefs affrontements avec les forces de l'ordre.

Devant un bâtiment fédéral en banlieue de la ville, une bousculade avec quelques échanges de coups a eu lieu entre protestataires et policiers, et au moins deux personnes ont été arrêtées, a constaté un photographe de l'AFP. Un autre rassemblement s'est tenu sur les lieux de la fusillade, dans le calme, avec là encore des centaines d'habitants et des prises de parole de responsables locaux.

Au cri de «ICE (police de l'immigration, ndlr) dehors maintenant!», les manifestants contestent la version officielle de la légitime défense, défendue par Donald Trump et son gouvernement.

Selon l'administration, la victime, une femme de 37 ans, aurait tenté de tuer des policiers avec sa voiture.

La Maison Blanche a jugé jeudi que cela s'inscrivait dans un «mouvement de gauche dangereux», qui mène un «assaut organisé» à travers tout le pays contre les forces de l'ordre.

Donald Trump a quant à lui de nouveau relayé la version de son administration lors d'un entretien jeudi avec des journalistes du New York Times.

«Je ne veux voir personne se faire tirer dessus», a-t-il cependant ajouté.

Cette explication officielle est vigoureusement contestée, vidéos à l'appui, par les autorités locales, dont le gouverneur démocrate de l'Etat Tim Walz, qui a dénoncé une «machine de propagande».

MÈRE DE FAMILLE

Le maire démocrate de la ville Jacob Frey a lui aussi



qualifié les récits des responsables fédéraux de «conneries», affirmant que la conductrice n'avait jamais représenté un danger pour quiconque.

Les faits ont eu lieu alors que l'ICE menait depuis mardi une vaste série d'opérations impliquant environ 2.000 policiers dans cette grande ville du nord des Etats-Unis et sa banlieue.

Plusieurs vidéos circulant sur les réseaux sociaux semblent mettre à mal la version défendue par les autorités.

Dans plusieurs d'entre elles, montrant la même scène sous différents angles, on voit le SUV de la victime qui bloque le passage d'un convoi de la police de l'immigration. Plusieurs policiers demandent à la conductrice de sortir de sa voiture.

L'un d'eux tente d'ouvrir la portière. Mais alors que la voiture redémarre vers la droite pour s'éloigner des agents, un policier placé à l'avant-gauche du véhicule ouvre le feu à plusieurs reprises. La voiture de la victime va alors s'encasturer dans une autre, garée un peu plus loin.

Un habitant vivant près de la scène, qui n'a souhaité donner que son prénom, Tyrice, a raconté avoir «entendu trois coups de feu, puis le bruit d'un accident».

«Il y avait du sang partout dans la neige devant notre maison. Et je voyais une femme dans la voiture... On pouvait voir les blessures, tout: énormément de sang,

l'airbag déployé, du sang partout sur l'airbag», a-t-il raconté. Le FBI est en charge de l'enquête.

Des affiches la montrant, blonde et souriante, sont apparues dans Minneapolis, au-dessus des mots: «assassinée par ICE».

«TRAVAIL DE LA POLICE ENTRAVÉ»

Mercredi, la ministre de la Sécurité intérieure Kristi Noem a insisté sur le fait que la victime avait «suivi et entravé le travail de (la police) tout au long de la journée».

Elle a ajouté que le policier de l'immigration qui a ouvert le feu avait été, lors d'une précédente mission en juin, percuté par une voiture «et traîné sur plusieurs mètres».

Lors d'une conférence de presse jeudi à New York, elle s'est dite «pas opposée» à l'idée d'envoyer des renforts policiers à Minneapolis.

Donald Trump a fait de la lutte contre l'immigration clandestine l'un des principaux axes de sa politique intérieure.

A plusieurs reprises ces derniers mois, des personnes sont mortes, souvent accidentellement, en tentant d'échapper aux contrôles. Des agents de l'ICE ont également plusieurs fois ouvert le feu sur des conducteurs qui tentaient de les renverser, selon la version de l'administration, faisant au moins un mort en septembre à Chicago.

Publicité

APARTEMENTS

■Loue : logement neuf, 80 m², 1^{er} étage, salon, 2p, cuisine, sdb, chauffage central, climatisation, ascenseur, entrée sécurisée avec parking, Résidence 'Semsara' 10 ave Yagoub Aek, ex Gallieni (Maraval), Oran - Tél : 0662.85.83.49

■Loue appart F3, 3^e étage, meublé, top clim, cité clôturée avec parking, Hai Khemisti, Akid Lotfi, Oran. Prix après visite - Tél : 0553.28.11.49

■A vendre appartement 150 m², F7, 2^e étage, dans immeuble de 3 niveaux, au centre-ville d'Oran ; bien entretenu, un par palier avec livret foncier - Tél : 0699.66.58.38

VILLAS

■A vendre maison de maître, 152 m², 10 m de façade, bien située à Choupot, Oran - Tél : 0699.62.03.28 whatsapp : 0033.652.622.318

VEHICULES

■Achat véhicules accid entés ou en panne, Léger et Lourd Tel : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82. Vend pièces détachées BMW, Land Rover, Volkswagen Tél : 0771.87.77.73 / 0550.54.50.34

DIVERS

■Location licence taxi urbaine, Oran-vil le - tél : 0550.01.30.21

Société implantée à Oran cherche

Chauffeur V/L :

- Possédant permis de conduire
- Possédant véhicule
- Expérience professionnelle 05 ans minimum
- Etre sérieux et ponctuel
- Travail de jour et de nuit
- Résider sur l'axe Oran et environs
- Disponibilité immédiate

Femme de ménage

- Expérience professionnelle 2 ans minimum
- Résider dans l'axe Oran et environs
- Disponibilité immédiate

Electromécanicien / Mécanicien / Tourneur :

- Diplôme dans la filière
- Expérience professionnelle 05 ans minimum
- Résider à Oran ou environs
- Disponibilité immédiate

Les candidats répondant aux conditions sont priés d'envoyer leur CV avec photo, à l'adresse email suivante : oran.recrute2021@gmail.com
La Direction générale

2

09.30 Bel & bien
10.50 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.15 LE SAMEDI 2026
14.00 C'est bon à savoir
14.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.05 Rugby : Champions Cup
18.10 Tout le monde a son mot à dire
18.45 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
20.35 20h30 le samedi

21.10 The Floor - A la conquête du sol



La moitié des candidats a déjà quitté la compétition, et ils ne sont plus que 50 en lice. La pression monte pour ceux qui sont encore en jeu, car il y a pas moins de 100 000 euros promis au gagnant.
23.25 Quelle époque !

3

20.10 Enquête parallèle



10.25 Les Quiquois
10.40 Chef pays
11.15 Des régions gourmandes
11.50 Outremer..
12.15 ICI 12/13
12.55 Intérieurs
13.30 Samedi d'en rire
17.25 Le jeu des 1000 euros
18.05 Questions pour un champion
18.50 Darouma
19.00 ICI 19/20
19.55 Stade 2 la quotidienne
20.10 Hors jeu
20.35 Cuisine ouverte

Episode 3 : Une bonne étoile

Lambert, un ami de très longue date de Colette, se retrouve en plein coeur de la tempête, accusé du meurtre d'un vieux braqueur de banque avec lequel il a partagé sa cellule quelque temps et qui s'est déroulé près de trois décennies plus tôt. A l'époque, l'homme avait pu être sauvé in extremis par un vice de procédure qui avait contraint la justice à annuler son procès, mais il reste encore et toujours le suspect numéro 1. Appelée à mener de nouvelles investigations,...

4

21.05 Cessez-le-feu



10.00 Bluey
10.53 Les as de la jungle à la rescousse
11.55 Manger, bouger, dormir
12.39 Potobot
13.15 Un jour, une question
15.27 Ninjago, le soulèvement des dragons
17.18 Héros à moitié
19.00 Opération Casse-noisette
20.18 Les as de la jungle à la rescousse

1916, sur les champs de bataille d'Arcole. Le capitaine Georges Laffont (Romain Duris) fait partie de ces soldats français dont l'âme a été déchirée par l'horreur des tranchées. Les obus, la boue, les cris des mourants et l'absurdité d'une guerre qui n'en finit pas ont laissé en lui des cicatrices bien plus profondes que les blessures physiques. Quand le cessez-le-feu est enfin déclaré en 1918, Georges, incapable de supporter le poids des souvenirs et l'indifférence d'une patrie qui ne...
22.40 Youssou N'Dour et le Super Etoile de Dakar au Rio Loco

5

arte

TMC

09.55 Les Moodz
10.05 Au bout c'est la mer
10.40 Silence, ça pousse !
12.35 Les miracles du delta de l'Okavango
13.30 Des trains pas comme les autres
14.55 Une planète, deux mondes sauvages
16.35 Sur les traces des pionniers du froid
17.25 C dans l'air l'invité
17.40 C dans l'air
18.55 C à vous
20.55 C'est bon à savoir
21.00 Echappées belles

11.50 Une année parmi les loups
12.45 Des singes en hiver ...
13.30 Le plus grand cirque du monde
16.05 Histoires de phoques
16.50 Invitation au voyage
17.30 Bornéo, l'école des oranges-outans
18.05 Chemins d'école, chemins de tous les dangers
18.50 Arte reportage
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes samedi
20.55 Hawaï, où l'eau embrasse le feu
22.25 A la découverte des Caraïbes

10.00 Quotidien
11.40 Nos chers voisins
13.15 Les experts
17.30 Merci Dorothée !
21.10 La grande odyssée
21.15 Monk S 7 - Episode 10 : Le demi Monk



22.45 Monk, le retour



CINE + PREMIER 20.50

SPARTACUS: HOUSE OF ASHUR

Saison 1 - Episode 7

Acteur: Nick E. Tarabay, Graham McTavish, Tenika Davis, Claudia Black
Sa trahison a valu à Ashur d'être libéré de l'esclavage par les Romains. Désormais à la tête de l'école de gladiateurs à laquelle il appartenait auparavant, il tente de se frayer un chemin vers le pouvoir mais découvre que la politique romaine est un monde impitoyable. Il introduit dans l'arène Achillia, une gladiatrice féroce, bien décidée à s'imposer dans un univers exclusivement masculin. L'univers de "Spartacus" se décline dans une série dérivée qui part du postulat qu'Ashur n'est pas mort sur le Vésuve et intègre la première gladiatrice,...



CANAL+ CINEMA 21.00

THE SUBSTANCE

Acteur: Demi Moore, Margaret Qualley, Dennis Quaid, Hugo Diego Garcia...
À Hollywood Boulevard, la gloire d'Elizabeth Sparkle (Demi Moore), autrefois une icône du cinéma, semble désormais un lointain souvenir. La comédienne, dont le succès s'est estompé avec le temps, présente une émission d'aérobic intitulée "Sparkle Your Life", qui peine à captiver un public en quête de fraîcheur. Le jour de son quinzième anniversaire, Elizabeth reçoit une nouvelle dévastatrice de son producteur, Harvey : elle est abruptement évincée de l'émission en raison de son âge avancé, une humiliation qui la plonge dans un profond désespoir.



CINE + FRISSEUR 20.50

DÉMINEURS

Acteur: Jeremy Renner, Anthony Mackie, Brian Geraghty, Guy Pearce...
À Bagdad, en pleine guerre en Irak, le sergent Matt Thompson dirige une unité d'élite de démineurs, composée de JT Sanborn (Anthony Mackie) et Owen Eldridge (Brian Geraghty). Lors d'une mission de désamorçage d'une bombe particulièrement périlleuse, la tension est à son comble. Malgré le sang-froid et le professionnalisme de Thompson, l'opération tourne mal, entraînant sa mort tragique. Son remplacement par le sergent William James (Jeremy Renner) va bouleverser la dynamique de l'équipe.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Star Academy



Saison 13 - Episode 13

Après Mehdi, Lenny, Noah, Ema, Léane, Théo L., Lily, Léo, Jeanne et Mélissa, un onzième élève a quitté le château en la personne de Théo P., éliminé à l'issue d'un prime émouvant. Le jeune et talentueux artiste originaire de Valenciennes a été contraint de faire ses bagages au terme d'un prime très disputé face à Anouk et Victor, les deux autres candidats menacés, et qui ont finalement été sauvés par le public et par leurs camarades. Le chemin est encore long jusqu'à la finale pour les six élèves encore en lice,...

23.40 Star Academy, retour au château

6

21.10 NCIS :Tony & Ziva



Saison 1 - Ep1 : Contre le monde entier
Quelques années après leur départ du NCIS, Tony et Ziva vivent à Paris où ils élèvent leur fille Tali. Tony est à la tête de sa propre société de sécurité tandis que Ziva dirige une école internationale de langues. Lorsque les comptes bancaires d'Interpol est piraté via un logiciel nommé 9.4, Tony et sa directrice technique Claudette parviennent à y mettre un terme. Mais, pour récupérer le virus informatique, un certain Galimard menace la vie de Tali, forçant les deux anciens agents à reformer leur duo...

10.10 Le mag du samedi
11.00 66 minutes
GRAND FORMAT

12.45 Le 12.45
13.30 Un jour, un doc week-end
17.30 La roue de la fortune
18.35 Le maillon faible
19.45 Le 19.45
20.35 Scènes de ménages

CANAL+

21.06 Ballerina : De l'univers de John Wick



Dans l'univers impitoyable de John Wick, où chaque ombre cache une lame et chaque regard peut sceller un destin, une nouvelle légende est sur le point de naître. Eve, une fillette rêveuse et passionnée de danse classique, voit son enfance brisée une nuit d'hiver lorsque des hommes armés jusqu'aux dents font irruption dans la maison familiale.
23.07 Sinners
23.46 Destination finale : Bloodlines

08.27 Paddington au Pérou
10.11 Wicked
12.53 Dragons
14.55 Transformers : Le commencement



16.37 Venom : The Last Dance
18.23 Gladiator II
20.49 L'hebd'Hollywood

PLANETE +

09.24 American Pickers,...
12.20 Sarajevo : Guerre et musique
14.07 Elizabeth II : création d'une reine
15.47 Pour l'honneur
16.44 Les mille et un visages d'Alexandre Dumas
17.45 Ramsès le Grand
19.24 American Pickers,...



TFX

09.25 One Piece



11.20 Pop : le magazine des pratiques culturelles des 15-35 ans
11.32 Top Info
11.35 Cleaners les experts du ménage
20.10 Star Academy, la quotidienne
21.10 Chroniques criminelles



W9

10.10 Absolument stars
11.40 Desperate Housewives



17.30 La petite histoire de France



10	3	7	3	12	1	6	7	7	6
9	2	6		4		7	9	6	8
7	2		2	14	6		5	9	1
10	3		5	6	2	5	6		5
4	14	2	3		5	3	4	6	
6	5	6	5	6		7	6	4	13
5		16	1	5	9	7	7	6	4
6	10		9	4		6	5		9
16	9	4	7	6		4		12	5
6	4	6	2		15		9	14	5
7	7			15	4	9	15	4	6
5	1	5	4	6	6		6		14
	6		6	2	2	9	4	6	4
5	4	6	11	6	2		6	5	
16	6	4	6		6	10	4	3	7

SE PRODUIT, PARAIT DEUX FOIS PAR MOIS							JEU DE BOULES
↓	PRÉSIDENT D'APC <hr/> MESSAGE RETOURNÉ	→				↕	GRONDÉS <hr/> UN PEU FOUS
	⇄		↑				⇄
		↔	NOTE <hr/> PAS SÛR				
				↑	OISEAU <hr/> MAMANS		↑
	↑			↑	←		← PRÉPOSITION <hr/> COURS D'Eau
	ARTICLE <hr/> CONJONCTION	→		PLUMARDS <hr/> ENDROIT	→		
	↓				PRESTIGIEUX PRIX		↑ ROULÉE <hr/> Bonne à JETER
			↑				↔
			PÉRIODE <hr/> CHICHE	→			
	↔						
	PEINA <hr/> PRONOM					←	BOEUF SAUVAGE <hr/> AU BEAU MILIEU
	⇄			↑			
			FATIGUÉ <hr/> ELLE PORTE LE HAÏK	↔			↓ POISSON <hr/> MANCHETTE
			↑				↓
			ID EST <hr/> BARIL	↔			
↔							↔
PARCOURUE <hr/> ASTRE DE LA NUIT	↔	APPRISES <hr/> MAIS OUI	→ ↔			CALAMITÉ <hr/> RÈGLE	
						↔	
					← RÉPÉTÉE		

F	A	S	T	F	O	O	D
R	U		E		N	I	E
O	T	I	T	E		S	A
U	R		E		P	O	R
S	U	A		S	O	N	
S	I	T	O	T			C
A		T	R	A	M	W	A
R	O	I		F		I	L
D		S	I	F	F	L	E
	T	E	L		L	A	
F	E	E		P	A	Y	E
A		S	A	U	N	A	S

U	N	I	V	E	R	S	E	L	S
R	U	B	I	S		M	O	U	T
A	M	I	E		S	O	L	E	
N	E	S		T	A	C	I	T	E
I	R		T	I	C	K	E	T	S
U			E	C	H	I	N	E	S
M		I	N		E	N			E
	E	S	T	U	R	G	E	O	N
E	S	S	E		I		E	L	C
T	O	U	R	M	E	N	T	E	E

4	8	6	7	5	9	1	3	2
5	3	9	1	8	2	7	4	6
1	2	7	3	6	4	5	8	9
2	9	8	6	1	7	4	5	3
3	7	1	2	4	5	6	9	8
6	4	5	8	9	3	2	1	7
9	6	3	4	7	1	8	2	5
8	5	4	9	2	6	3	7	1
7	1	2	5	3	8	9	6	4

1 N	2 L	3 U	4 S	5 I	6 E
7 O	8 T	9 R	10 A	11 M	12 P
13 C	14 V	15 G	16 Q	17	18
19	20	21	22	23	24

TOUPIE (Tout - Pie)



L'armée libanaise annonce avoir achevé le désarmement du Hezbollah



L'armée libanaise a annoncé jeudi avoir achevé «la première phase» de son plan pour le désarmement du Hezbollah pro-iranien, qui couvre la région entre la frontière israélienne et le fleuve Litani, à une trentaine de kilomètres plus au nord.

Dans un communiqué, l'armée affirme avoir atteint «les objectifs de la première phase» de son plan qui doit s'étendre par la suite au reste du territoire libanais.

Le Hezbollah, sorti affaibli en novembre 2024 d'une guerre meurtrière avec Israël, refuse de remettre ses armes dans le reste du pays.

L'armée précise dans son communiqué qu'elle «contrôle» désormais la partie sud du Litani, «à l'exception des territoires et positions toujours occupés par Israël» près de la frontière.

Malgré le cessez-le-feu en vigueur depuis plus d'un an, qui prévoit son retrait du territoire libanais, Israël continue d'occuper cinq points stratégiques près de la frontière.

Mercosur : feu vert d'une majorité de pays de l'UE en faveur de l'accord



Une majorité qualifiée d'Etats européens a approuvé vendredi l'accord de libre-échange avec le Mercosur, malgré la colère des agriculteurs et l'opposition de la France.

Grâce à ce feu vert, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen pourrait se rendre dès lundi au Paraguay afin de signer ce traité commercial avec l'Amérique latine.

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information

Manœuvres navales Brics + en Afrique du Sud



Des navires chinois et iraniens sont arrivés près du Cap en Afrique du Sud, pour un exercice des pays du Brics+ auquel doit participer également la Russie, selon un responsable prenant part à ces manœuvres navales.

L'exercice, baptisé «Volonté de paix», doit se tenir pendant une semaine à partir d'hier et

aura pour thème les «actions conjointes pour assurer la sécurité du transport maritime», selon un communiqué de l'armée sud-africaine.

Ces manœuvres du bloc des pays émergents sont dirigées par la Chine, précise la Défense sud-africaine.

Des responsables de la marine sud-africaine ont indiqué

que des navires de guerre russes devraient également participer aux exercices menés par la Chine.

Ces manœuvres, annoncées en décembre par l'armée sud-africaine dans un communiqué, sont axées sur la «sécurité de la navigation et des activités économiques maritimes».

Washington se retire de 66 organisations internationales

Donald Trump a signé mercredi un décret ordonnant le retrait des Etats-Unis de 66 organisations internationales qui «ne servent plus les intérêts américains», a annoncé la Maison Blanche dans un message sur X.

L'exécutif américain a précisé que parmi elles se trouvaient 31 organisations liées à l'ONU.

Depuis son retour à la Maison Blanche il y a près d'un an, le président républicain met en oeuvre sa vision de «l'Amérique d'abord».

Comme lors de son premier mandat, il a ainsi décidé de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris

sur le climat et de l'Unesco (organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), que les Etats-Unis avaient réintégrés sous la présidence de Joe Biden. Il a en outre claqué la porte de l'Organisation mondiale de la santé.

L'administration Trump a également largement coupé l'aide américaine à l'étranger, amputant les budgets de nombreuses organisations onusiennes forcées de réduire leurs activités sur le terrain, comme le Haut commissariat aux réfugiés ou le Programme alimentaire mondial.



Premier contact téléphonique entre Trump et Petro, le Colombien invité à la Maison Blanche



Le président colombien Gustavo Petro et son homologue américain Donald Trump, qui s'invectivent depuis des mois par médias interposés, ont tenu leur tout premier entretien téléphonique mercredi faisant suite à des menaces répétées de frappes américaines en Colombie.

Donald Trump a de son côté annoncé qu'il allait recevoir son homologue colombien à la Maison Blanche «dans un futur proche».

Le président Petro a appelé pour «expliquer la situation concernant les drogues et d'autres désaccords», a écrit Donald Trump sur sa plateforme Truth Social, soulignant qu'il avait «apprécié son ton». Le président américain a ajouté qu'il avait «hâte» de le rencontrer.

Le président colombien de gauche critique vivement l'action militaire du gouvernement Trump dans la région et accuse les Etats-Unis d'avoir enlevé le président vénézuélien Nicolas Maduro «sans base légale». Donald Trump lui a rétorqué qu'il devrait «faire gaffe à ses fesses», le qualifiant «homme malade» qui «aime prendre de la cocaïne».

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

QUI DE L'HOMME OU DE L'OUTIL EST LE ROBOT ?

En s'ingéniant à tout prix à vouloir dompter l'environnement physique et matériel pour que l'avancée du progrès se renforce, un fort déséquilibre de l'ordre des cultures se produit. Le phénomène est de plus en plus impressionnant et le surprenant est qu'il touche les peuples supposés développés. De nombreux axes de l'humanisme s'effilochent pour que l'évidence d'une déshumanité s'installe avec force. Curieusement les efforts entrepris pour parfaire le profil de l'homme le forcent aussi à le décevoir.

L'outil n'est plus outil. Par l'intelligence de l'homme, il est devenu robot. On tenait à qu'il soit obéissant pour un accompagnement docile et même servile pour qu'il se soumette aux petits et grands besoins de tous les jours. A la maison ou dans l'usine, il s'est prêté au jeu, au point de se transformer par la grâce de

l'homme en ordonnateur obligé dont on ne peut plus se passer.

On ne sait plus qui est l'esclave de l'autre.

Robotique, technologie de pointe, et l'ensemble des attributs matériels en profusion, censés améliorer l'ordinaire journalier des humains ont envahi le monde au point que l'on arrive aujourd'hui à se demander qui de l'homme ou de l'outil serait le robot. Il suffit d'observer cette addiction malade pour le mobile et le smartphone, tic devenu ancré chez presque tout le monde, pour comprendre que leurs manipulations sont une maladie épidémique. Refuge ou lutte

contre l'isolement, on ne sait plus trop si cette manie généralisée relève de la psychanalyse ou de l'enfoncement débutant d'une civilisation.

Le rapport humain avec le téléphone n'est qu'un exemple parmi des milliers d'autres. Des créations et des inventions avaient devancé l'outil pour prétendre s'inscrire dans la modernité et le progrès. On en est maintenant aux véhicules sans chauffeurs et peu à peu l'homme s'efface devant l'Intelligence artificielle pour se laisser guider vers un inconnu dont il ignore la structure.

D'évidence nul n'est contre l'avancée du progrès et de la modernité. Mais ce faisant leurs trainées multiples s'accompagnent paradoxalement d'une forme de démission humaine enjoignant l'être dit pensant de se dégarnir de ses constituants pour se transformer en outil.